

Solidaire

Rédaction

Bd M. Lemonnier 171, bte 2, 1000 Bruxelles
+32(0)2 50 40 120 • fax +32(0)2 513 98 31 •
redaction@solidaire.org • **RÉDACTEUR EN
CHEF** David Pestieau • **ASSISTANT REDAC-
TEUR EN CHEF** ruben.ramboer@solidaire.
org • **WEBTEAM** webmaster@solidaire.org
• www.solidaire.org • **COURRIER DES LEC-
TEURS** lettres@solidaire.org

Points de vente de Solidaire

1. LIBRAIRIES

BRUXELLES PTB-shop, bd M. Lemonnier 171
• **NAMUR** Papyrus, rue Bas de la Place 14 •
Saint-Gilles Aden, rue A. Bréart 44

2. SECRÉTARIATS DU

PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE

BRUXELLES bd M. Lemonnier 171, bte
2, 1000 Bruxelles • 02 50 40 110 • fax
02 513 98 31 • **CHARLEROI** rue Zénobe
Gramme 21, 6000 Charleroi • 071 32 45 65
• fax 071 32 14 81 • **LA LOUVIÈRE** rue de
Bouvry 65, 7100 La Louvière • 0476 91 66 57
• **LIÈGE** rue Mathieu Laensberg 20, 4000
Liège • 04 227 99 52 • fax 04 227 96 05 • **NA-
MUR** rue de Bricgniot 17, 5002 Saint-Ser-
vais • 081 47 04 30

3. PTB-SHOP • WWW.PTBSHOP.BE

Affiches, gadgets, t-shirts, brochures, li-
vres, infos. Bd M. Lemonnier 171, bte 2,
1000 Bruxelles • +32(0)2 50 40 112 • fax
+32(0)2 513 98 31 • info@ptbshop.be

4. MÉDECINE POUR LE PEUPLE

SCHAERBEEK La Clé, chée de Haecht 276,
1030 Bruxelles • 02 245 98 50 • **MOLEN-
BEEK** Le Renfort, rue Comte de Flandres 25,
1080 Bruxelles • 02 411 11 03 • **CHARLEROI**
rue de la Vieille Place 67, 6001 Marcinelles •
071 47 64 96 • **SERAING** rue de Plainevaux
5, 4100 Liège • 04 385 02 42 • **HERSTAL** av.
Ferrer 26, 4040 Liège • 04 264 73 33 • **LA
LOUVIÈRE** rue de Bouvry 65, 7100 La Lou-
vière • 064 21 74 50

5. SOLIDAIRE EN FLANDRE

Solidaire (qui est également publié en néer-
landais) est aussi vendu en Flandre. Vous
pouvez le trouver notamment aux adres-
ses suivantes : **Anvers** Van Arteveldestraat
5, 2060 Anvers • **Gand** Halve Maanstraat 7a,
9040 Gand • **Louvain** C. Meunierstraat 43,
3000 Louvain. Plus d'adresses sur www.ptb.
be (en néerlandais sur www.pvda.be)

Parti du Travail de Belgique

SECRÉTARIAT NATIONAL bd M. Lemonnier
171, bte 2, 1000 Bruxelles • +32(0)2 50 40 110 •
fax +32(0)2 513 98 31 • ptb@ptb.be •
www.ptb.be

Fonds de soutien • 001-1151486-75

COMAC (mouvement
de jeunes du PTB)

SECRÉTARIAT NATIONAL bd M. Lemonnier
171, bte 2, 1000 Bruxelles • +32(0)2 50 40 142 •
comac@chengetheworld.org • www.chen-
getheworld.org

Abonnement

+32(0)2 50 40 124
abonnement@solidaire.org
Belgique tarif normal
1 an 50 € 6 mois 25 € 3 mois 12,5 €
Belgique tarif spécial*
1 an 40 € 6 mois 20 € 3 mois 10 €
Étranger tarif normal
1 an 100 € 6 mois 50 € 3 mois 25 €
Étranger tarif spécial*
1 an 80 € 6 mois 40 € 3 mois 20 €
Soutien
1 an 100 € 6 mois 50 € 3 mois 25 €
Sous enveloppe
1 an +60 € 6 mois +30 € 3 mois +15 €

Paiement par virement bancaire au compte
IBAN: BE17 001-0728997-21 BIC: CEBA BEBB
(pour l'étranger, IBAN: BE94 0001 6669
5914; BIC: BPOTBEB1). Par carte de crédit ou
domiciliation, téléphonez au 02 50 40 124
pour recevoir les formulaires.

* Étudiants, chômeurs, invalides, plus de 60 ans.
Joindre copie carte d'étudiant, de chômeur,
d'invalidé ou pièce d'identité. Ne peut être
combiné à une autre offre promotionnelle.

Bulletins et examens

Jun. Pour les élèves et les étudiants, c'est le temps des examens, puis des bulletins. Mais, cette année, l'État belge les passe aussi. Il a dû remettre son devoir, à la fin avril, sur les réformes prévues dans les années à venir pour faire des économies dans le budget. Son prof, la Commission européenne, a sorti ses notes ce mardi.

Résultat : nous sommes busés dans plusieurs matières. Sauf que le prof n'est pas vraiment objectif. Son chouchou, c'est la petite Angela. « Faites comme elle, comme l'Allemagne », répètent nos examinateurs. Qui ont déjà rejetés la Grèce, le Portugal et l'Irlande au fond de la classe.

Peut-on ne pas trop s'en préoccuper ? Non, car l'avis de la Commission deviendra contraignant si le principe de la gouvernance européenne passe à la fin de ce mois.

Prenez les pensions, par exemple. C'est insuffisant pour la Belgique, selon Barroso et ses amis. D'après eux, les prépensions et les autres systèmes de pension anticipée doivent être quasiment supprimés. Et, à terme, il faudrait aussi augmenter l'âge légal de la retraite.

Leterme a déjà appelé les syndicats à négocier dans ce sens pour « sauver la sécurité sociale ». Une intense campagne pour gagner les esprits est en cours. Sauf que ce sont les corps des travailleurs qui devront travailler au moins trois ans de plus. Et ces corps n'en peuvent plus. Par la productivité, par la pression, par le stress. Avec la crise, le personnel a été en plus souvent réduit au minimum, les pics de production sont de moins en moins supportables.

Prenez les salaires. La Commission estime que la norme salariale (qui, rappelons-le, ne permet une hausse maximale que de 0,3 % sur deux ans) est largement insuffisante comme blocage salarial. C'est donc l'index qui doit être remis en cause, dicte la Commission. Demain, Leterme et Di Rupo auront beau jeu de dire que l'Union européenne les oblige à prendre de telles mesures...

Pourquoi devrions-nous accepter cette méthode d'évaluation, ce professeur autoritaire ? Serions-nous vraiment sans moyens pour financer nos pensions, nos

salaires ? Où passent toutes ces hausses de productivité que nous réalisons d'année en année ? Sommes-nous un pays sans richesses ? Pas vraiment. Le Boston Consulting Group révèle qu'en 2011 encore, la Belgique est, après la Suisse, le pays européen où habite le plus grand nombre de millionnaires en dollars : 3,5 %¹.

Le journaliste Ludwig Verduyn vient, lui, de révéler le classement 2011 des 25 familles les plus riches de Belgique². La famille De Spoelberch-Mévius-Vandamme, qui est

à la tête d'AB-Inbev, voit sa fortune culminer à plus de 20 milliards d'euros, en hausse de 2 800 millions en un an. Albert Frère voit sa fortune enfler de 748 millions et la famille Velghe-Bekaert de 723 millions.

Les moyens existent. Il faut juste avoir la volonté politique d'aller les chercher, par une taxe sur les millionnaires, par exemple. Et si le gouvernement ne veut pas le faire, nous devons l'imposer nous-mêmes en descendant dans la rue.

1. De 1/31, 3 juin 2011 - 2. Le Soir Magazine, 4 juin 2011



Les moyens existent. Il faut juste avoir la volonté politique d'aller les chercher. Par une taxe sur les millionnaires par exemple. Et si le gouvernement ne veut pas le faire, nous devons l'imposer nous-mêmes en descendant dans la rue.

(Photo Solidaire, Vinciane)



■ DAVID PESTIEAU - RÉDACTEUR EN CHEF
Envie de réagir ? david.pestieau@solidaire.org

Entrée GRATUITE
à ManiFiesta
en s'abonnant
à Solidaire !

Prenez un abonnement d'1 an au tarif normal et entrez
gratuitement à ManiFiesta.
Offre non cumulable avec d'autres promotions.
Toutes les informations sur www.solidaire.org/sabonner



En mémoire de LUDO MARTENS (1946-2011)



En 1969, à Gand, lors du mouvement étudiant. (Photo archives)

► Notre camarade Ludo Martens est décédé dans la nuit du dimanche 5 juin, des suites d'une longue maladie. Ludo a été à la base de la fondation du Parti du Travail de Belgique (PTB), dont il a longtemps été président. Il était connu pour être assidu et très rigoureux: « Pas de demi-mesure. On doit placer la barre très haut, étudier et travailler avec sérieux. » Mais cela ne l'empêchait nullement de reconnaître ses erreurs. Il était toujours ouvert à toutes les expériences, sur toute la planète. Ludo Martens avait 65 ans. Il laisse derrière lui deux enfants : Amada et Jokoba.

Fils aîné d'un fabricant de meuble, Ludo Martens a grandi dans la petite commune de Wingene, en Flandre occidentale. À l'école, il se passionnait pour la langue et est devenu rédacteur en chef du journal pour l'ABN (Algemeen Beschaafd Nederlands, le néerlandais standard). Cet amour de la langue lui est resté, dans un style qui deviendra vite le sien. Décrire des engagements, les gens et leur milieu de vie, la résistance populaire, les défaites, les révoltes, les petites et grandes victoires. C'est avec ce talent que, plus tard, il a rédigé en français *Abo, une femme du Congo*, ouvrage littéraire sur la résistance à la dictature impitoyable de Mobutu. Ludo a su entraîner le lecteur dans sa propre sympathie pour une femme du peuple qui, à travers la lutte de Pierre Mulele contre la dictature, est passée à l'avant-plan de la scène politique. La compagnie Nouvelle Scène Internationale mettra le livre en scène, accompagnant le spectacle des percussions de Chris Joris, ami de l'amateur de jazz qu'était Ludo Martens. Écrire, c'est s'engager. En 1994, avec le poète afro-américain Amiri Baraka (*Le Roi Jones*), il a organisé des lectures sur « l'art dans un monde qui vire à droite ». Les lectures ont abouti à un « Manifeste pour une poésie internationaliste » dont le rêve était de « lier en un contre-courant les poètes engagés du monde entier ».

Ludo, fondateur du Mouvement syndical étudiant

En 1965, le jeune étudiant Ludo Martens s'est rendu à Louvain pour étudier la médecine, par engagement social. Il était bourré de talent et, tant ses condisciples que les professeurs ont vu en lui un excellent médecin potentiel, plein d'avenir. Mais il en ira autrement, car Ludo n'était pas l'homme à vouloir se bâtir

une carrière universitaire tranquille. Devenu actif dans la principale organisation étudiante de l'époque, la Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond (KVHV, union catholique flamande des étudiants du supérieur), il a commencé à mobiliser le mouvement étudiant dans une direction progressiste, en compagnie, entre autres, de Walter De Bock et Paul Goossens (tous deux par la suite à la base de la création du quotidien *De Morgen*), ainsi que de Herwig Lerouge. Contre les idées conservatrices et étriquées, Ludo Martens s'est battu pour un progressisme ouvert et internationaliste. Ce courant grandissant se traduit dans le *Studentenvakbeweging* (SVB, syndicat des étudiants). L'haïssable « *Walen buiten* » (Les Wallons dehors) est remplacé par « *Bourgeois buiten* ». C'est non seulement l'establishment catholique francophone qui est visé, mais aussi la bourgeoisie flamande. Le caractère élitiste de l'université flamande, où l'on ne rencontre quasiment pas d'enfants de familles ouvrières, est aussi dans le collimateur.

Cette position est restée sur l'estomac du clergé, des autorités académiques et de la droite nationaliste. Tout a été mis en œuvre pour faire disparaître le groupe qui entoure Ludo, le mouvement et le journal qu'il dirige, *Ons Leven* (notre vie). Ils y arrivent finalement, après la parution d'un numéro de *Ons Leven* qui dénonçait la pédophilie au sein de l'Église. À l'époque, ce sujet était tellement tabou que les autorités universitaires ont pu utiliser ces articles comme prétexte pour exclure Ludo de l'université.

Contre tout ce qui nous divise : le nationalisme et le racisme

La lutte contre le nationalisme borné dans notre pays a constitué dès ce moment un fil rouge dans l'existence de Ludo Martens. Derrière le séparatisme se cache un agenda antisocial et antisyndical dangereux, l'entendra-t-on souvent dire. Et, quand d'autres partis, les uns après les autres, se sont scindés sur une base linguistique, il a maintenu le PTB comme seul parti uni, dont les membres de toutes les régions collaborent à la mise en œuvre du même idéal.

Ludo Martens n'a pas seulement combattu le nationalisme étroit, mais également le racisme, qui divise aussi le peuple. À l'université, il a élargi le mouvement à la libération des Noirs aux États-Unis. Et, bien plus tard, après le premier « dimanche noir » de 1991 – la percée électorale du Vlaams Blok –, il était un de ceux à l'initiative du mouvement pour l'égalité des droits. Avec Objectif 479 917, il a soutenu la collecte de signatures



En 1969, lors d'une manifestation de solidarité étudiants-ouvriers. (Photo archives)





En 1997, lors de la lutte de Tabecq. (Photo Solidaire)

pour le droit à la nationalité belge des immigrés séjournant en Belgique depuis cinq ans au moins. Autant de signatures que n'en a récolté l'extrême droite aux élections. Alors que les pessimistes prétendaient que c'était impossible, des milliers de militants de tous horizons et de tous âges ont arpenté les rues. Ils ont finalement collecté plus d'un million de signatures. En compagnie de 10 jeunes immigrées, Ludo a écrit le livre *Tien gekleurde meisjes* (dix filles de couleur), arme dans la lutte contre le racisme.

Travailleurs - étudiants : un seul front

Les rencontres de Mai 68 ont influencé sa pensée et ses actes de manière décisive. À Berlin, il avait rencontré des étudiants marxistes allemands qui lui ont fait découvrir les textes de Marx et de Lénine. C'est ainsi que Ludo a également inspiré le Syndicat des étudiants et qu'il est parvenu à ouvrir le regard des étudiants au monde du travail : Travailleurs - Étudiants : un seul front !

Ludo expliquait souvent que la véritable liberté des intellectuels consiste à comprendre comment cette société était construite, d'où provenait l'injustice, quelles étaient les lois de l'histoire et du changement et, dès lors, comment agir ensuite. Quand les travailleurs de l'usine ABR à Louvain se sont mis en grève, les jeunes étudiants du SVB se sont déclarés solidaires de leur action. Toute une révolution, dans une université de droite ! En effet, dix ans plus tôt à peine, les membres du KVHV avaient encore servi de troupes de choc contre les piquets de grève de 1960-1961 (contre la fameuse loi unique). Le syndicat étudiant a su renverser la vapeur et bien des mouvements de solidarité suivront, avec les travailleurs de Ford Genk, entre autres.

Après son expulsion de l'Université de Louvain, Ludo Martens a rejoint l'Université de Gand, où se poursuivait le mouvement étudiant. Il est devenu l'un des dirigeants de la lutte contre la censure à l'université. Le Gentse Studentenbeweging (GSB, Syndicat des étudiants de Gand) avec, entre autres, Renaat Willockx et Bob Roeck, a bien vite rallié le mouvement global pour une université démocratique et développé une solidarité active avec les travailleurs.

La fondation d'un parti ouvrier

Ludo a pris conscience que, pour les étudiants, le choix déterminant de leur vie se posait surtout à la fin de leurs études. Quel choix ? Comment maintenir son engagement social ? Dans ce débat entre les étudiants de gauche, l'influence de Ludo Martens a beaucoup compté. Ensemble, ils ont étudié, entre autres, l'ouvrage *Que faire ?*, de Lénine. Plusieurs jeunes ont ainsi décidé d'aller travailler en usine. Mais, une fois dans les lieux, qu'y faire ? En janvier 1970, quelque 25 000 mineurs ont entamé une grève sauvage de six semaines. Face à l'influence nationaliste de la Volksunie dans les charbonnages, Mijnerwerkmacht a été fondé, un comité de grève au sein duquel se retrouvaient de jeunes mineurs, des étudiants à la fibre sociale et des membres du Syndicat des étudiants. Kris Hertogen s'y est révélé en tant que figure de proue. À l'arrière-plan d'une grève longue et pénible, un autre débat a fait rage. Devions-nous fonder partout de nouveaux comités de grève pour en arriver à la mise sur pied d'un syndicat combatif ? Ou bien tenter de traduire de façon durable, en un parti ouvrier, la fusion entre le mouvement ouvrier et le mouvement des étudiants engagés ? Après bien des discussions et sous l'influence de Ludo Martens, on a opté pour un nouveau parti. Un parti de la classe ouvrière, et non un syndicat, avec un journal national - qui allait devenir l'actuel *Solidaire* - et pas un bulletin se contentant de coordonner simplement des expériences. « Tout le pouvoir aux ouvriers », TPO (« Alle macht aan de arbeiders », AMADA), était né. Au bout de dix années de travaux préparatoires, il sera finalement, en

1979, rebaptisé PTB. Un parti au service du peuple, telle est son ambition. C'est également de ce concept qu'en 1971 est née l'asbl Médecine pour le peuple, avec le Dr Kris Merckx qui a lancé une maison médicale de soins de première ligne, pratiquant la médecine gratuite dans les quartiers ouvriers de Hoboken. Le PTB compte aujourd'hui plus de 4 500 membres, il est actif dans 30 villes et dans 120 entreprises et bureaux, tant en Wallonie et à Bruxelles qu'en Flandre. Depuis, Médecine pour le peuple compte 11 centres de médecine de première ligne, employant 60 médecins et soignant plus de 25 000 patients. Dans son ouvrage *Le Parti de la révolution*, Ludo Martens a consigné l'héritage de plus de trente années d'expérience de la lutte pour la fondation d'un parti communiste ouvrier.

Assidu et à cheval sur le travail d'étude

Au sein du jeune parti, Ludo insistait sur l'étude assidue et concrète, sur base des faits. Il a mené la lutte contre le discours creux et dogmatique dominant. Il faut avoir l'esprit ouvert et il convient d'apprendre ce qui doit être appris, disait-il souvent. Ainsi, en 1985, dans *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, il a décrit la vie de ce révolutionnaire congolais. Il a consulté de nombreux experts, même certains avec qui il différait fondamentalement d'avis. Il reprendra ce procédé plus tard dans son travail sur Laurent Désiré Kabila. Il a écouté pas moins de 1 500 témoins et a tout noté avec minutie, de sa minuscule écriture si typique. Ludo était assidu et très rigoureux. Pas de demi-mesure, chacun doit tenter de se surpasser. On doit placer la barre très haut, étudier et travailler avec sérieux. Telle était sa vision de la politique pour former des responsables du parti.

Ludo était rigoureux, souvent opiniâtre, mais cela ne le dérangeait nullement de reconnaître ses propres erreurs. Quand la grève des mineurs de 1971 n'a pas été reconnue par les syndicats, cela a mené le jeune parti à suivre une voie hostile aux syndicats. Mais la grève des ouvriers des chantiers navals Boel, à Tamise, a prouvé qu'il pouvait en être autrement : une délégation syndicale combative et démocratique, en front uni, a bénéficié du soutien de tous les travailleurs. Cette expérience a convaincu Ludo d'aborder le débat pour changer de ligne politique. Pas d'antisindicalisme, mais un renforcement des forces

progressistes au sein même du syndicat. Il s'agit de protéger le mouvement syndical contre les attaques de la droite et de l'establishment, de tirer un enseignement des expériences, et de corriger les erreurs.

La contre-révolution de velours

Dans les années 1960, les jeunes fondateurs du PTB ont assisté à l'effritement progressif des principes marxistes en Union soviétique. Ils ont vu le régime s'éloigner du peuple et s'octroyer de plus en plus de privilèges. Ils ont vu la solidarité internationale s'évaporer au profit d'une politique de conciliation avec l'impérialisme. Le révisionnisme du Parti communiste de l'Union soviétique était fustigé et cela a souvent débouché sur de vifs débats avec le Parti communiste belge. Sous l'influence de la Chine, on est même allé jusqu'à prétendre que l'Union soviétique s'était irrémédiablement engagée sur la mauvaise voie et qu'elle avait adopté un comportement impérialiste. Lorsqu'au milieu des années 1980, à Moscou, le débat est lancé, Ludo n'a pas hésité à réexaminer de manière critique les idées du parti. Il a continué de critiquer le stalinisme du système et l'érosion des principes, mais a proposé une analyse de la réalité plus nuancée, qui ne se limitait pas à une analyse simpliste ou gauchiste. Si le capitalisme réussit à réellement s'introduire en Union soviétique, c'est une catastrophe non seulement pour les millions de personnes qui vivent à l'Est, mais aussi pour le mouvement ouvrier chez nous, disait-il. C'est là le principal constat du livre *La contre-révolution de velours*, qui offre une analyse minutieuse de cette révolution « douce » qui s'opère à l'Est. Si dans d'autres livres et articles, Ludo a défendu les réalisations des différents pays socialistes qui, selon lui, étaient remarquables et exemplaires, il cherchait également à savoir quelles sont les causes de la dégradation qui a mené à l'effondrement du socialisme à l'Est. Ces analyses ont contribué à aider les communistes du monde entier à dresser le bilan de la première expérience en matière de construction du socialisme dans l'histoire contemporaine. Cette position se retrouve également à la base de l'organisation annuelle du Séminaire Communiste International, un événement qui, en cette époque de mondialisation, a pour objectif de contribuer à faciliter les échanges entre partis communistes et à renforcer le mouvement communiste mondial.

Travailler avec des personnes qui ont des idées différentes

Ludo n'a jamais renoncé à ses principes. A Louvain, il a appris à diriger un grand mouvement, à conclure des alliances, à travailler avec des gens qui ont des idées différentes des siennes. Lorsqu'en 1986, le quotidien *De Morgen* se trouvait dans les difficultés jusqu'au cou, il a lancé un appel à soutenir le journal et a décidé d'engager tout le parti dans cette campagne. Même si de nombreuses personnes ne partageaient pas les opinions de Ludo, tous ont été témoins du respect dont il a fait preuve dans la coopération. Cela a également été un fil conducteur pour ses actions au sein du parti. Ne jamais fuir la discussion, toujours rester calme (une tranquillité qui a fait grimper certains au plafond), mais, en même temps, toujours avoir des arguments et remettre en question ses idées. Une divergence d'opinion est une divergence d'opinion, rien de plus. Ludo a toujours cherché une manière d'offrir à chacun la place qui lui permet de donner le meilleur de lui-même. Il était convaincu que le fait d'être capable de travailler avec des personnes issues de milieux



Ludo Martens a participé à la fondation du PTB, qui compte 4 500 membres aujourd'hui. (Photo Solidaire, Lauri Verlinden)

différents et dotées de capacités différentes a permis à notre organisation de rester unie, alors que la plupart des organisations nées après Mai 68 ont disparu au bout de quelques années en raison de tensions et conflits internes.

Lors des différents congrès du parti, Ludo Martens a toujours été réélu président. Non seulement pour ses mérites, mais aussi pour les projets et les impulsions avec lesquels il a orienté le parti. Il était un homme profondément ambitieux. Pourtant, en 1999, il a demandé à la direction du parti s'il pouvait se concentrer sur ses activités militantes au Congo. Cela a été l'occasion de permettre à d'autres camarades de diriger le parti. Entre 1999 et 2003, le parti a été sous la direction de Nadine Rosa-Rosso, secrétaire générale. En 2004, le parti a été dirigé par la Direction Journalière composée de Baudouin Deckers, Lydie Neufcourt et Peter Mertens. En 2008, Peter Mertens est élu nouveau président du parti par le congrès.

Ce qui est sans doute moins connu, c'est que Ludo a lui-même posé la première pierre pour le renouveau du parti. En 1999, avant de partir pour le Congo, après les mauvais résultats électoraux du PTB, il a rédigé une étude considérable sur le sectarisme profondément ancré à l'époque au PTB. Selon lui, le parti devait se défaire de son attitude de donneur de leçons et du « j'ai toujours raison ». Il devait devenir un parti moderne, ouvert, sans renier ses principes. C'est le renouveau qui a été approfondi entre 2004 et 2008, aboutissant au 8^e Congrès du PTB. Depuis lors, le PTB a grandi jusqu'à atteindre aujourd'hui 4 500 membres.



Ludo Martens insistait sur l'étude assidue. (Photo Solidaire, Martine Raeymaekers)

Congo : rendre l'Histoire à ceux qui la font

Derrière l'apparence parfois sévère de Ludo se cachait un homme toujours ouvert à toutes les expériences de toute la planète. C'est d'ailleurs dans des discussions avec les étudiants latino-américains de Louvain que Ludo et la génération de gauche d'alors ont appris à connaître l'engagement de Che Guevara et les expériences de Mao Zedong dans la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme. Cette solidarité internationale inconditionnelle, qui s'est exprimée pleinement aussi dans la

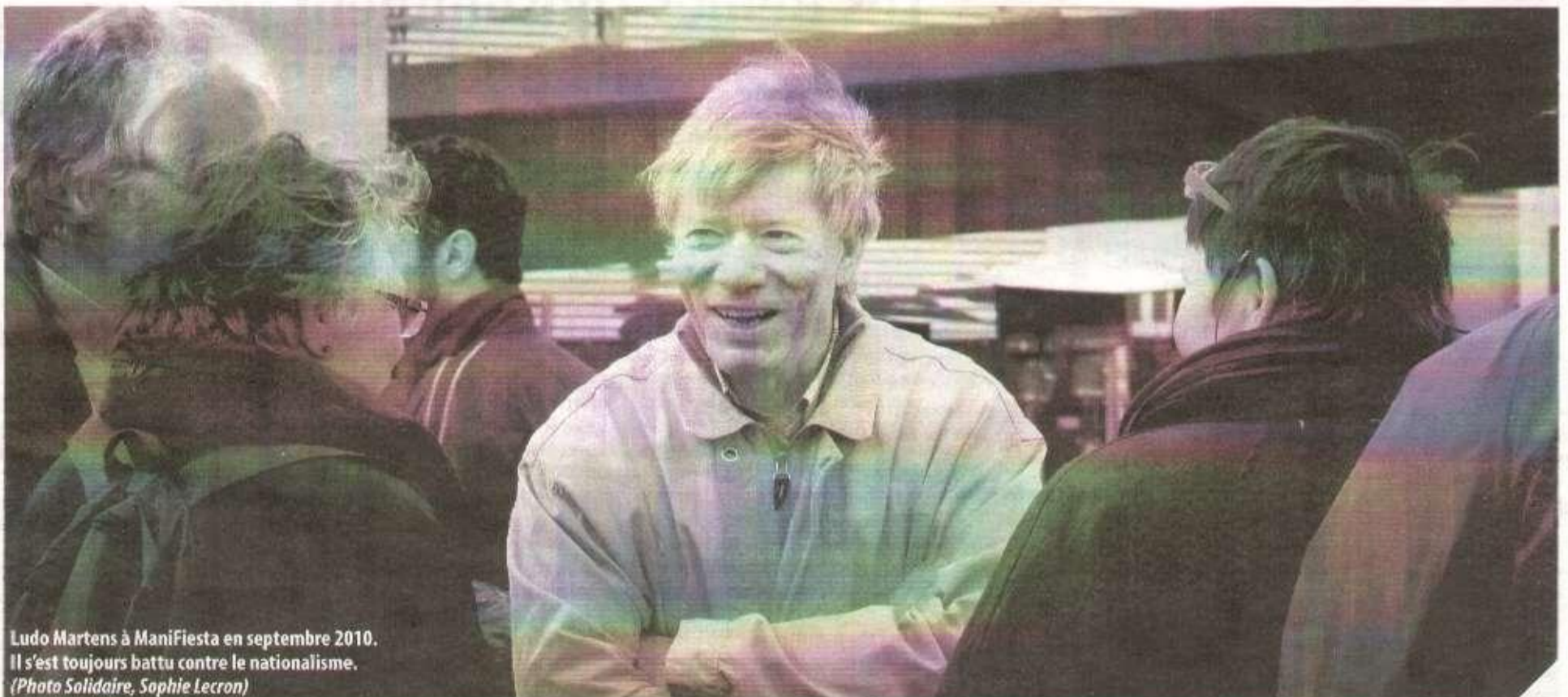
solidarité avec le peuple vietnamien, était une caractéristique de Ludo. Le leader étudiant des années 1960, qui avait les capacités de se faire une carrière bourgeoise (et, parmi ses compagnons de route de Mai 68, plus d'un a fini par prendre cette voie), a fait le choix d'une vie simple. Il ne s'est pas laissé séduire par les gros salaires ou par les signes extérieurs de richesse. Son regard était à la mesure du monde, son style de vie était modeste.

Il en est de même au Congo, où il a passé depuis 1999 ses dix dernières années de vie active. En 1968, le jeune Ludo était déjà convaincu que nous avions, en tant que révolutionnaires et anticolonialistes, le devoir de soutenir la libération du peuple congolais. Le colonialisme belge a été particulièrement cruel ; il n'a donné aux Congolais aucune possibilité de faire des études. C'est une des sources de la situation catastrophique de ce riche pays d'Afrique. Le manque de cadres a permis à Mobutu de créer dans sa période au pouvoir une couche de politiciens corrompus, toujours disposés à livrer à des entreprises occidentales les richesses de leur pays. Ludo s'est engagé dans l'aide active à la libération. Il a soutenu des Congolais qui cherchaient à sortir leur pays du marasme ; il les a aidés à retrouver confiance en eux-mêmes, à regarder avec fierté leur propre histoire, à redécouvrir le passé révolutionnaire du Congo. Il a voulu rendre l'Histoire à ceux qui la font. C'était l'objectif de ses livres sur Pierre Mulele, sur Léonie Abo et sur Laurent Désiré Kabila, dont les experts reconnaissent le sérieux et les opposants, la redoutable efficacité. La maladie l'a, hélas, empêché d'achever ce travail. Maintenant, c'est malheureusement à nous de rendre l'Histoire à Ludo. Mais ses livres, les organisations qu'il a aidé à mettre sur pied et les milliers de militants qu'il a inspirés dans le monde forment une base solide pour continuer la lutte de libération.



Ludo Martens à Passy dix ans au Congo. (Photo archives)

■ LE BUREAU DU PTB



Ludo Martens à ManiFiesta en septembre 2010. Il s'est toujours battu contre le nationalisme. (Photo Solidaire, Sophie Lecron)

Commémoration le 26 juin

La cérémonie de commémoration aura lieu le dimanche 26 juin de 11 h à 13 h à l'Auditorium du Passage 44, boulevard du Jardin Botanique 44 à 1000 Bruxelles.

Vous pouvez envoyer vos condoléances à condoleances@ptb.be et par courrier à *Solidaire* (voir page 2).

LE DOCTEUR DIRK VAN DUPPEN SUR LES ÉCONOMIES DANS LES SOINS DE SANTÉ

« La norme de croissance de 4,5 % doit rester »

► Pour combler le déficit budgétaire de 22 milliards, tous les partis en négociations veulent également freiner la croissance dans les soins de santé. Au grand dam du spécialiste des soins de santé du PTB, le docteur Dirk Van Duppen.

L'Unizo, l'Open VLD, le MR, etc., tous estiment qu'une norme de croissance de 4,5 % dans les soins de santé n'est pas tenable si l'économie ne croît que de 2 %. Pourquoi est-elle si importante, cette norme ?

Dirk Van Duppen. Le gouvernement, les travailleurs et les syndicats ont fixé cette norme de croissance de 4,5 % dans un accord, voici quelques années. Les employeurs exigeaient en échange une baisse de leurs cotisations sociales. Maintenant, on remet en question le premier terme de l'échange, mais pas le second... Ces 4,5 % s'appuient sur une étude des besoins aujourd'hui et dans l'avenir.

De plus en plus de patients s'endettent pour payer leurs frais médicaux. Nous le voyons dans nos maisons médicales et cela ressort aussi de l'enquête nationale sur la santé : en 1997, « seulement » 8 % des Belges devaient reporter des soins. En 2004, ils étaient 10 % et en 2008, 14 %. La hausse est d'ailleurs

plus forte en Flandre : de 5 % en 2004 à 11 % en 2008. De cela, les nationalistes flamands ne disent pas un mot ! Aujourd'hui, il faut plus d'argent pour les soins de santé.

Nous devons aussi penser à l'avenir. Avec le vieillissement, l'importance de la solidarité ne cesse de croître, du fait de la « répartition inégale » des risques : 10 % de la population, surtout les plus âgés, utilise plus de 75 % du budget des soins de santé. Les assurances privées ne sont pas intéressées par ce groupe, mais ce vieillissement va quand même augmenter et les soins aux personnes âgées requièrent beaucoup de personnel. Avec la norme de croissance à 4,5 %, nous espérons pouvoir constituer un « fonds de l'avenir » dont nous aurons absolument besoin pour répondre

aux besoins du vieillissement.

Puis, il y a encore le « gradient social » dans les soins de santé : les pauvres sont malades plus vite et plus longtemps et ils meurent plus tôt. Avec la crise, ces gens vont être laissés pour compte, ce qui fait que les besoins en soins de santé vont croître.

En 1997, « seulement » 8 % des Belges devaient reporter des soins. En 2004, ils étaient 10 % et en 2008, 14 %.

Le CD&V veut ramener la norme à environ 2 % et utiliser l'excédent qu'il y a malgré tout aujourd'hui pour combler le déficit budgétaire.

Dirk Van Duppen. Mais cet excédent n'existe que parce que bien des besoins, aujourd'hui, ne sont pas remboursés. Ne pensons qu'aux soins palliatifs à domicile, dont la demande ne cesse pourtant de croître. Et toutes ces campagnes de sensibilisation, comme la prévention du cancer, ne seraient pas nécessaires si l'assurance maladie couvrait plus de risques.

Le PS d'Onkelinx aussi, qui s'enorgueillissait d'avoir obtenu les 4,5 %, veut « laisser tomber sa norme ».

Dirk Van Duppen. Le PS, c'est la capitulation sur tous les fronts à coup sûr. Je suis très content qu'aujourd'hui la FGTB continue à défendre la norme de croissance de 4,5 %. D'ailleurs, avec les mêmes arguments que les miens...

Quelles sont vos priorités, si on en vient à des économies ?

Dirk Van Duppen. La première reste toujours le modèle kiwi : nous pouvons économiser 1,5 milliard d'euros si nous achetons les médicaments par appel public d'offres. Au moins, car, de l'exemple du vaccin contre le cancer de l'utérus – qui, grâce au modèle kiwi, a diminué de 375 à 60 euros – il apparaît que cela fonctionne aussi pour un médicament qui est toujours sous brevet et qui n'est mis sur le marché que par deux producteurs.

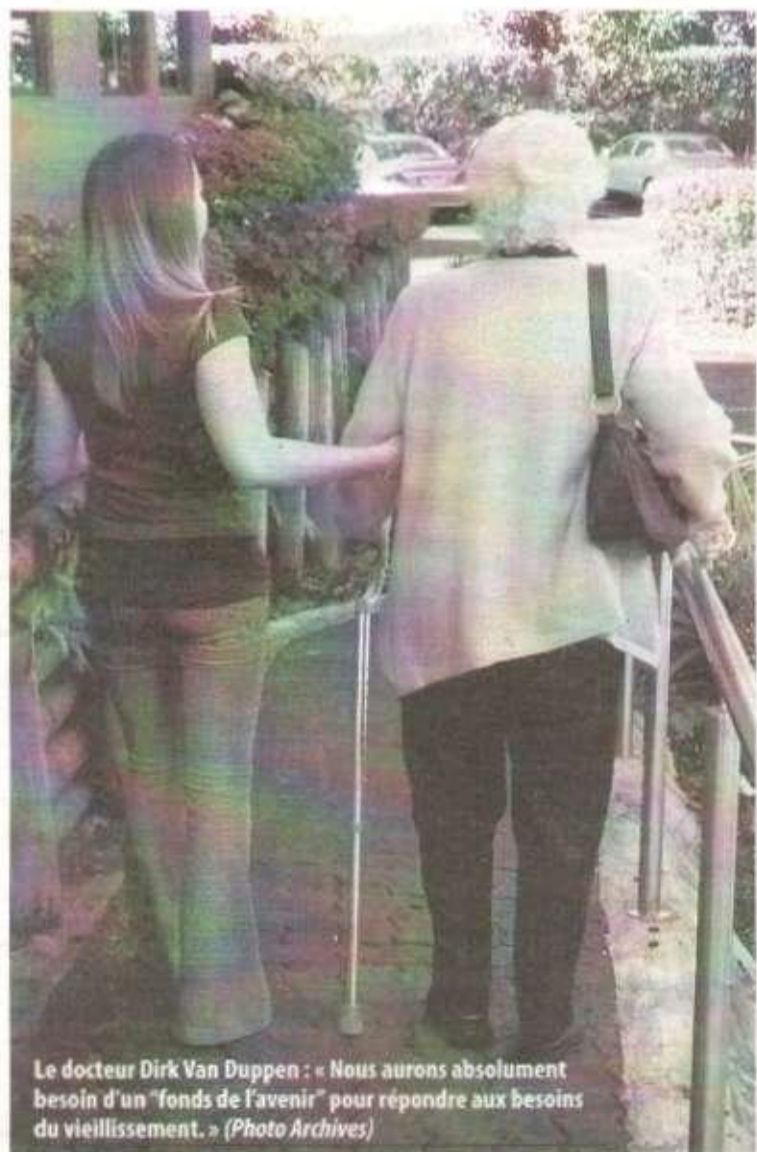
Ma seconde économie concerne les honoraires que les spécialistes facturent pour un patient dans une chambre à un lit. C'est un important facteur de frais et il faut tout simplement le supprimer. Et, enfin, il y a les suppléments pour le matériel médical. Dans les pays scandinaves, ils appliquent aussi le modèle kiwi : pour un appareil auditif qui coûte 3 000 euros ici, on ne paie là-bas que 1 000 euros. Avec ces trois mesures,



Pour un appareil auditif qui coûte 3 000 euros ici, on ne paie dans les pays scandinaves que 1 000 euros, grâce au modèle kiwi. (Photo Archives)

on épargnera déjà quelques milliards. Mais ils ne peuvent aller aux banques ou au budget, ils doivent rester dans les soins de santé, car ce ne sont pas les besoins qui manquent !

■ GASTON VAN DYCK



Le docteur Dirk Van Duppen : « Nous aurons absolument besoin d'un "fonds de l'avenir" pour répondre aux besoins du vieillissement. » (Photo Archives)

Les Belges consomment plus de médicaments pour moins d'argent

► Chaque année, depuis 2006, les Belges consomment un gros 3 % de médicaments en plus mais, proportionnellement, paient moins, a calculé IMS Health. Entre autres, grâce au modèle kiwi.

IMS Health est une multinationale qui étudie minutieusement ce genre de situation au profit du monde pharmaceutique. Pour la Belgique, sa conclusion est surprenante : nous consommons plus de médicaments – aujourd'hui, 8,4 milliards de comprimés – pour moins d'argent. Et même 32 millions d'euros en moins en 2010, par rapport à 2009 (-0,8 %). Et ce, entre autres, grâce à l'application du modèle kiwi, selon IMS Health.

Plus de 8 milliards de comprimés. Peut-on parler de surconsommation ?

Dirk Van Duppen. Oui et non. Près d'un million de personnes, surtout âgées, prennent des pilules pour faire baisser leur cholestérol et tout autant des cardio-aspirines contre les affections cardiovasculaires. C'est normal, avec le vieillissement, la consommation de ces comprimés va même continuer à augmenter.

Il y aussi les psychotropes, les médicaments contre la schizophrénie, les dépressions, etc. qui, aujourd'hui, sont prescrits pour quasiment n'importe quoi, surtout pour garder bien calmes les personnes âgées des homes. L'écrivaine hollandaise Trudy Dehue disait des Pays-Bas, dans son bouquin *De depressie-epidemie* (L'épidémie de la dépression) : 6 % des habitants prennent des antidépresseurs. Mais elle n'a vraiment été effrayée que lorsqu'elle a appris que les Pays-Bas étaient loin derrière la Belgique où, en 2009... 13 % des gens se sont fait prescrire des antidépresseurs.

D'un autre côté, à nous tous – assurance maladie et patients – nous dépensons moins pour les médicaments. Grâce au modèle kiwi, dit IMS Health.

Dirk Van Duppen. C'est juste, bien sûr. En 2005-2006, pour la première fois, il y a eu un effet kiwi dans la courbe des dépenses en médicaments. En 2010, il y en a eu un second. Dans le premier, il était question d'un ralentissement de la hausse, dans le second, il y a même eu une baisse de 0,8 %. C'est très fort

car, dans les années 90 et jusqu'en 2005, les dépenses ont augmenté chaque année de 10 % !

Le premier recul est venu parce que nombre d'entreprises pharmaceutiques ont senti le souffle chaud du modèle kiwi : les prix de 900 médicaments ont alors baissé. Le réducteur de cholestérol Zocor est même passé de 184 à 24 euros.

Le second recul est venu du fait que le vaccin contre le cancer de l'utérus est passé dans la catégorie kiwi. Avant, les trois injections coûtaient 375 euros à l'assurance maladie, contre 60 seulement maintenant. Pour les jeunes filles flamandes, le vaccin est gratuit, mais une Wallonne paie toujours 31 euros pour le vaccin et la communauté 340 euros. Et, à Bruxelles, les filles ne paient rien ou 31 euros selon qu'elles fréquentent une école flamande ou francophone...

Il y a d'autres résultats spectaculaires : le prix de la cardio-aspirine a diminué de moitié et le patient ne paie plus qu'un euro par mois au lieu de 5. Pour le paracétamol, on payait 15 euros pour un flacon de 100, aujourd'hui, 1,29 euro. En effet, le kiwi marche très fort.

■ GASTON VAN DYCK

MANIFESTATION NATIONALE DU NON-MARCHAND CE 9 JUIN

Rien + rien = rien

► Le secteur du non-marchand manifestera en masse ce 9 juin. Mot d'ordre : « Où est notre accord ? » Cela fait seize mois que le secteur a mis ses exigences sur la table, mais notre gouvernement n'est vraiment pas pressé...

L'ancien accord pour le secteur du non-marchand est arrivé à échéance en octobre 2010. À la moitié de l'année 2011, le nouvel accord pluriannuel n'est toujours pas signé. Le dossier sommeille toujours auprès du gouvernement en affaires courantes, alors que le secteur appelle depuis des mois à sa conclusion. En vain.

Le 2 février 2010, le secteur du non-marchand avait présenté l'ensemble de ses revendications aux différents gouvernements du pays : un meilleur salaire, un 13^e mois, des emplois supplémentaires pour alléger la charge de travail, des mesures contre la commercialisation des soins... Les problèmes du secteur sont considérables, et les solutions, urgentes.

Le fédéral reste sourd aux attentes du non-marchand, et l'accord pour les soins et le bien-être semble bien être le dernier souci de Leterme & co. En revanche, pour les F-16 en Lybie, no problemo, au contraire des mesures pour rendre plus vivables les conditions de travail des dizaines de milliers de travailleurs du secteur des soins

et du bien-être. « Ce qu'ils ont prévu pour nous pour jusque fin 2015 : rien + rien = rien, écrit le syndicat LBC-NVK à ses membres et militants. Si nous avions la même attitude pour les gens qui ont besoin de nos soins, nous assisterions depuis longtemps à une catastrophe nationale. Le 9 juin, nous sonnerons l'alarme. Que nous restions sans accord durant des années est impensable et inadmissible. Nous exigeons des négociations et du respect! »

L'autorité flamande a bien décidé d'entamer des négociations, mais, jusqu'à présent, on en reste là. Il est important de maintenir la pression pour que cette décision devienne réalité.

Manifester et faire la grève, ça paie

Ce n'est pas la première fois que le non-marchand descend dans la rue pour des meilleurs salaires et conditions de travail, et pour des investissements dans les soins et le bien-être. En un an, la manifestation du 9 juin est la quatrième du genre. Malgré le fait que les négociations n'ont quasiment pas avancé, les actions ont tout de même eu un certain résultat.

Les 12 000 manifestants de 2010 ont quand même obtenu que le gouvernement fédéral fasse un miniaccord pour 2011, en injectant 50 millions d'euros. La Région wallonne et la



Ce n'est pas la première fois que le secteur non-marchand prend la rue pour plus de moyens (photo 29 mars, Bruxelles). La manifestation nationale du 9 juin est la quatrième du genre en un an. Pourtant, les responsables politiques ne réagissent toujours pas. (Photo Solidaire, Danny Carleer)

Communauté française ont promis 9 millions, ce qui est beaucoup trop peu. Les 8 000 manifestants de novembre 2010 ont engrangé un résultat direct : le gouvernement flamand a mis un budget sur la table, mais il fut refusé ensuite parce qu'insuffisant. Quant aux manifestants de mars 2011, ils ont obtenu que le gouvernement flamand libère un premier budget d'environ 70 millions, ce qui a fait débiter les négociations. Grâce aux grèves, l'arrêt des engagements dans le secteur des handicapés a été annulé en Flandre.

Un important choix de société

La manifestation du 9 juin se veut une alarme tonitruante, à laquelle le gouvernement fédéral ne pourra pas rester sourd. Un budget pluriannuel doit impérativement être mis sur la table. Les travailleurs du non-marchand méritent un 13^e mois, de meilleures conditions de travail par des engagements supplémentaires et l'arrêt de la commercialisation du secteur. À moins d'obtenir cela, le secteur n'arrêtera pas ses actions.

Le PTB et Médecine pour le peuple soutiennent cette lutte à 100 %. Nous sommes en effet face à un important choix de société.

Se peut-il en effet que l'on gaspille de l'argent d'un côté, tout en rognant sur le non-marchand ? Que l'on accorde des milliards aux banques, tout en faisant payer ce secteur ? Que les 500 plus grandes entreprises ne paient quasiment pas d'impôt (4 % en moyenne), alors qu'il n'y a pas d'argent pour que les travailleurs du secteur des soins et du bien-être aient un 13^e mois ? Que le secteur social doit se plier de plus en plus aux lois du profit ?

« Nous sommes épuisés par la pression au travail, par les actions que nous devons mener juste pour que le gouvernement se mette au boulot », a déclaré Mark Selleslach, le secrétaire national de la LBC-NVK du non-marchand, lors de la manifestation du 29 mars, à laquelle le syndicat avait mobilisé sur le thème « Prenez juste une fois notre place! ». « Nous ne pouvons plus attendre un nouveau gouvernement. Il faut négocier maintenant. »

■ NICK DOBBELAERE

JOHNSON MATTHEY • BRUXELLES
« Belgium is dead »

72 % des 300 travailleurs de Johnson Matthey à Evere (Bruxelles) ont accepté ce mardi, la proposition patronale de plan social. C'est fini, « Belgium is dead » comme leur a dit le PDG anglais de la maison mère. Filiale d'un groupe multinational britannique, l'entreprise fabriquait des pots catalyseurs et des filtres à particules pour le marché de l'automobile. Début février, au Conseil d'entreprise, l'employeur a annoncé la fermeture. La direction a préféré délocaliser la production en Macédoine (voir *Solidaire* n°6 du 10/02) alors que le site belge était en bénéfices. Cet accord met fin à une attente de plusieurs mois pour les travailleurs à propos de leurs conditions de départ. Lire plus sur www.ptb.be.

INDUSTEEL • CHARLEROI

Grève des ouvriers, suite

Après les employés, qui avaient repris le travail après avoir obtenu une augmentation de salaire en dehors de la CCT (Convention collective de travail), les ouvriers ont débrayé dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin. Le lendemain, les négociations débutaient, mais pour l'instant, sans résultat. Les ouvriers, qui gagnent 1 200 euros nets par mois (pour un travail de 6 jours/semaine), réclament une augmentation d'un euro brut par heure. Sachant que l'entreprise fait des bénéfices de plus ou moins 35 millions d'euros par an, tout en ne payant que 496 euros d'impôts, les grévistes entendent continuer l'action.

PÉTROLE • ANVERS/GAND

Grève de 24 heures

Mardi 31 mai, le secteur du pétrole était à l'arrêt à Gand et à Anvers, du fait qu'on n'arrive à rien dans les négociations autour de la CCT 2011-2012. Le front commun syndical réclame des jours de repos supplémentaires pour les travailleurs plus âgés afin d'adoucir les conséquences du pacte des générations; le droit, après une longue carrière, de passer du travail en équipe au travail de jour; la mise sur pied d'une pension complémentaire sectorielle et la priorité pour les travailleurs qui ont perdu leur emploi de pouvoir reprendre du travail dans le secteur. Le secteur pétrolier enregistre des bénéfices phénoménaux, les entreprises profitent de la déduction de l'intérêt notionnel – pour Shell, il s'agit de 12 000 euros par... travailleur! – le return sur le capital investi est de 12 %... mais les patrons comparent toujours les salaires à ceux des pays voisins.

STIB • BRUXELLES

32 % pour le patron, 0,3 % pour les chauffeurs ?

Du fait que la STIB se porte bien, le directeur Alain Flausch aimerait une petite augmentation salariale : 32 %. Il ne gagne que 170 000 euros par an et il estime que, comparé à un chauffeur de métro avec 30 ans d'ancienneté (30 000 euros) ou à un chauffeur de bus avec 10 ans de service (25 000 euros), c'est quand même peu. Il veut 225 000, plus une bagnole d'entreprise avec chauffeur. Les 6 828 chauffeurs (bus, tram et métro) bossent lourd ou ont de lourdes responsabilités : en moyenne, un chauffeur de la STIB parcourt 45 636 trajets par an, contre « seulement » 29 851 en 2001. En moyenne, l'an dernier, un chauffeur de la STIB a transporté 53 % de voyageurs en plus qu'en 2001.

ES. Resp. Dirk Van Euppen © Le Commissariat (Wynscozzal) B.S., Jans, Holsknecht

Médecine pour le Peuple

ptb

www.ptb.be Les pétroliers ont le droit

Manifestation nationale pour le non-marchand

Judi 9 juin 2011, 10 h 30

Rassemblement : avenue Albert II (près de la gare du Nord), à Bruxelles

DOSSIER | LE TRAFIC DES INFIRMIER(E)S

Faire venir sept infirmières polonaises et n'en payer que six

► Les firmes de recrutement tirent un profit facile de la pénurie d'infirmier(e)s en Belgique. « J'ai l'impression que ça évolue vers un trafic d'êtres humains », déclare Olivier Remy, de la LBC-NVK.

« Récemment, le home où je travaille a placé trois offres d'emploi d'une pleine page dans le journal du week-end. Coût : trois fois 8 000 euros. Résultat : zé-ro ! Sauf les coups de fil des agences de recrutement qui font venir du personnel de l'étranger. La direction a décidé de recevoir leurs représentants. Le premier, un Belge, est venu proposer une infirmière roumaine : un demi-million d'anciens francs belges l'unité. Outre cela, il y avait encore les frais forfaitaires pour ceci et pour cela. Au cours des semaines suivantes, d'autres représentants se sont encore présentés. »

On sent que Lieve¹, qui travaille au service du personnel d'un home de Flandre-Occidentale, est mal à l'aise. Stupéfaite, elle a contacté elle-même notre hebdo. Stupéfaite en raison de la terminologie de certains recruteurs – comme s'ils venaient fourguer des aspirateurs. Sidérée aussi par le caractère illégal de certaines propositions – des infirmiers qui, à travail égal, n'auraient pas un salaire égal. Ou par le manque de clarté sur l'accueil et le séjour.

« Mais votre home est en train de devenir une exception, a déclaré le représentant. Aujourd'hui, tout le monde travaille avec du personnel étranger. » Lieve fait remarquer qu'il faisait même référence à l'hôpital universitaire de Jette.

Pénurie

Chaque année, la Belgique sort environ 20 000 infirmier(e)s diplômé(e)s. C'est insuffisant. Et même très insuffisant : pour 2014, notre pays a besoin de 100 000 nouveaux infirmiers. Moins d'infirmiers que la norme gouvernementale signifie moins de subsides pour les institutions. « D'où ce marché d'infirmiers d'appoint venus de l'étranger, précise Olivier Remy, secrétaire de la LBC-NVK. Ces gens sont exclusivement attirés pour satisfaire aux normes. On les retrouve effectivement au travail mais, souvent, en raison de la langue, ils n'ont pas le même niveau de qualité que leurs collègues. »

Pour les syndicats, il n'est pas facile de pouvoir maîtriser la situation. On trouve parfois trente ouvriers polonais du bâtiment sur un seul chantier, mais pas des infirmières. Ici, il y en a deux, là, quatre ou une seule. Le leader du marché, dans le secteur, c'est Moving People qui, chaque année, amène cinq cents infirmier(e)s et médecins dans les hôpitaux et homes belges. D'autres acteurs : ADMB Select, Express Medical et Limarex. En 2008 et 2009, cette dernière firme s'est même vu

décerner le prix de la « Trends Gazelle » (par le revue du même nom) des entreprises les plus compétitives.

Olivier Remy insiste sur le fait qu'il n'est pas opposé à la migration de l'emploi en soi. Le désir des Polonais, Roumains, Philippins de saisir leur chance ici est légitime, selon lui. « Mais les recruteurs en tirent parti. Comme ils tirent parti également de la panique de certaines directions qui, dans la pénurie de personnel, voient une menace pour le financement et la reconnaissance de leur institution. » Avec son syndicat, il estime qu'il faudrait s'y prendre autrement. Ils veulent sortir la migration dans ce secteur des pattes des recruteurs privés, de sorte que le VDAB (équivalent flamand du Forem et d'Actiris) ou d'autres organisations liées aux autorités puissent s'en occuper eux-mêmes.

« Vos avantages financiers »

« J'ai l'impression que ça évolue vers une sorte de trafic d'êtres humains, déclare Olivier Remy. Ce n'est pas tellement qu'on décharge ces infirmiers de la remorque d'un camion pour les faire venir ici. Mais ils sont toujours payés au barème le plus bas des infirmiers, alors qu'il s'agit toujours de personnes avec une certaine ancienneté. L'accompagnement n'est pas bon. La formation linguistique est de moins en moins bonne, ce qui entraîne des problèmes d'intégration, voire des tensions. C'est une évolution très inquiétante. »

Remarque que Moving People garantit également par contrat qu'une infirmière travaillera au moins un an. Le hasard veut que de très nombreux infirmiers étrangers prétendent avoir payé au bureau qui les a recrutés une caution de 2000 ou 2500 euros. Illégal ? Certainement. Mais la plupart doivent emprunter cet argent et ils sont donc tributaires de leur employeur durant toute une année. Les institutions trouvent déplaisant qu'une infirmière pour laquelle elles ont payé un paquet d'argent décroche au bout de quelques mois. Mais, dans le contrat de travail, il n'en sera jamais question, c'est une affaire entre le recruteur et la personne recrutée.

Plus attrayant

Olivier Remy préconise la création d'un cadre légal sur le plan social et juridique : « Si elles reçoivent les mêmes conditions de salaire et de travail que leurs collègues, si elles sont au service de l'institution dans laquelle elles travaillent, si leurs conjoint et enfants peuvent les accompagner, si on fait les arrangements nécessaires à propos d'un logement décent, si elles ne doivent pas payer de caution et si elles ne viennent pas de pays où il y a déjà une pénurie d'infirmières, la migration relative aux soins de santé



Des conditions de travail peu attrayantes, des heures qui rendent toute vie familiale normale impossible, un salaire bas... Le temps où la profession d'infirmier(e) faisait rêver les jeunes Belges est révolu. Tout bénéfique pour les bureaux d'intérim. (Photo archives)

peut exister, pour moi. Autrement, non. »

Mais il estime avant tout que le boulot d'infirmier(e) devrait être plus attrayant ici : un meilleur salaire, une réduction du temps de travail et des crédits temps pour les plus de 50 ans. « Il faut aussi plus d'investissement dans la formation d'infirmier(e). Et la quantité de personnel doit augmenter afin de rompre cette spirale

ascendante de la flexibilité et du stress au travail. »

■ THOMAS BLOMMAERT

1. Normatif

PS. En ce temps, le home de Lieve n'a que deux infirmières polonaises. « Si ça se dégrade de façon positive, ces personnes pourront travailler chez nous, dit-elle. Mais à nos normes de salaire, quel salaire ? Et avec les mêmes indemnités de déplacement, assurance hospitalisation, chèques repas. À travail égal, salaire égal : nous avons bien insisté là-dessus dès le début. »

Vous cherchez une infirmière étrangère ?

Adressez-vous à l'une des agences d'intérim suivantes.

Moving People

Contact ? Drève de la Bonne-Odeur 20, 1160 Bruxelles
Nationalité des infirmières ? Roumaine ou nord-africaine
Coût par travailleur amené par la firme ? 12 950 euros
Garantie ? 2 ans
Remarque : Réduction à partir de six infirmières

Limarex

Contact ? Luikersteenweg 167, 3500 Hasselt
Nationalité des infirmières ? Philippine
Coût par travailleur amené par la firme ? Inconnu
Frais forfaitaires annuels ? Inconnus
Garantie ? 1 an
Contrat ? Intérim

Caring Team

Contact ? Inconnu
Nationalité des travailleurs ? Roumaine

Coût par travailleur amené par la firme ? 8 000 euros
Frais forfaitaires annuels ? Inconnus
Garantie ? Inconnue

ADMB Select

Contact ? Sint-Clarastraat 48, 8000 Brugge
Nationalité des travailleurs ? Polonaise
Coût par travailleur amené par la firme ? 9 438 euros
Frais forfaitaires annuels ? Inconnus
Garantie ? Un an

Contrat ? D'employé
Remarque : Réduction de 1000 euros pour la deuxième infirmière, de 1500 pour la troisième

Reflex Interim

Contact ? Avenue Louise 101, 1050 Bruxelles
Nationalité des travailleurs ? Polonaise
Coût par travailleur amené par la firme ? 17 500 euros
Frais forfaitaires annuels ? Inconnus
Garantie ? Inconnue
Contrat ? Inconnu

PENDANT CE TEMPS, AUX PHILIPPINES

« Ce n'est plus une fuite de cerveaux, c'est une saignée »

► **Dixit un médecin philippin dans le magazine américain Newsweek à propos de la migration massive de ses collègues qui travaillent aujourd'hui dans 46 pays, de l'Arabie saoudite aux États-Unis, en passant par la Belgique.**

L'an dernier, pour un reportage dans *Vacature*, le journaliste Nico Schoofs a visité l'hôpital public Tondo Medical Centre à Manille. Il décrit comment un jeune homme fait respirer une patiente à l'aide d'une pompe à main. « Pas d'argent pour un appareil respiratoire automatique. Les Philippins parlent d'un "bantai" : quelqu'un de la famille qui vient à l'hôpital pour laver le patient, lui amener sa nourriture et lui administrer ses médicaments. Parce qu'il n'y a pas assez d'infirmières. »

Les autorités philippines emploient sept médecins et dix infirmières pour 200 000 personnes, soit l'équivalent d'une ville comme Liège ou Gand. Une infirmière a en moyenne 150 patients sous sa garde et, structurellement, fait des tas d'heures supplémentaires non payées. Et le salaire moyen d'une infirmière est très maigre : en 2002, 200 dollars. En 2008, toujours 200 dollars, alors que la vie aux Philippines a augmenté de 40 % durant

cette période.

Comment est-ce possible, alors que chaque année, au moins 172 000 étudiants passent leur examen final dans l'une des 480 écoles de nursing des Philippines ? Réponse : tôt ou tard, 85 % d'entre eux partent pour l'Occident. Avec toutes les conséquences que cela comporte. Rien qu'entre 2003 et 2005, 200 hôpitaux ont fermé leurs portes en raison de la pénurie de personnel médical. 800 autres ont dû réduire leurs services pour la même raison. Les soins de santé publics sont retombés au niveau des années septante.

La bizarrerie flagrante de cette histoire, c'est que c'est le gouvernement philippin lui-même qui organise cet exode. Au fil des décennies, il a bâti un réseau d'agences, de lois et de mesures faisant de la migration à l'étranger une composante importante de l'économie. En 2009, les dix millions de Philippins séjournant à l'étranger ont expédié en tout 13,6 milliards d'euros vers leur patrie, soit 10,8 % du PNB. Avec l'impôt sur cette somme, le gouvernement philippin rembourse surtout sa dette extérieure.

Dans son rapport annuel de 2009, l'ONG philippine IBON inscrit le transfert des travailleurs médicaux du tiers monde vers l'Occident dans le cadre de la mondialisation

néolibérale. « Avoir accès à une main-d'œuvre bon marché pour faire plus de bénéfices est l'un des fondements du capitalisme, dit-elle. Et, par conséquent, les travailleurs qui vont travailler à l'étranger sont traités en quelque sorte comme une marchandise. Pour les entreprises occidentales, il est plus profitable d'attirer une main-d'œuvre étrangère que d'augmenter les salaires des gens du cru ou de rendre la profession plus attrayante. »

Mais ce n'est donc pas ainsi que les gens du recrutement voient les choses. Un représentant de Limarax affirme, dans *Vacature* : « On ne peut mieux soutenir l'économie philippine qu'en utilisant son armée de travailleurs. » Pascale Vanrillaer, d'Express Medical, déclare : « Nous ne travaillons en principe pas dans des pays comme la Pologne et la Roumanie : il est clair qu'entre-temps, les soins de santé de ces pays sont eux-mêmes confrontés à une pénurie de personnel. Nous ne voulons pas créer de déséquilibre. On voit aujourd'hui déjà les infirmières ukrainiennes émigrer en Roumanie, ce qui provoque une fois de plus une pénurie de personnel en Ukraine. Les Philippines, eux, connaissent un gros excédent d'infirmières, nous ne mettons donc personne dans les problèmes, là-bas. »

5.4. Przedterminowe rozwiązanie umowy
Jeśli pracodawca z jakiegokolwiek przyczyn rozwiąże umowę z BENE VOBIS przed wyjazdem do Belgii, winna ona będzie BENE VOBIS kwotę umowną w wysokości 1 500,00 PLN (jednego tysiąca pięćset złotych).

5.5. Zakończenie umowy
Ta umowa wygasa doświadczenie 12 miesięcy zatrudnienia pracodawcy w Belgii i aktywności w Belgii (patrz załącznik 5), winna ona będzie BENE VOBIS kwotę umowną w wysokości 1 500,00 euro (jednego tysiąca pięćset euro).

5.6. Inne
Umowa została sporządzona w dwóch jednoczesnych egzemplarzach, po jednym dla każdej ze stron.
Zmiana warunków umowy wymaga formy pisemnej pod rygorem nieważności.
W sprawach nieobjętych niniejszą umową stosuje się postanowienia Kodeksu Cywilnego.

5.4. Vroegtijdige verbreking van het contract.
Indien de werkgever om een of andere reden vóór BENE VOBIS om een of andere reden vóór het vertrek naar België zal verbreken, zal ze een contractuele boete ten bedrage van 1500,00 PLN (vijftienhonderd PLN) aan BENE VOBIS moeten betalen.

5.5. Einde van het contract
De overeenkomst neemt van rechtwege een einde na verloop van twaalf maanden, die een aanvang neemt op het ogenblik dat de werkgever de Belgische arbeidsovereenkomst overneemt.

5.6. Andere
Overeenstaande afspreken van het werk wordt van voormelde termijn afgetrokken.
Na het verstrijken van voormelde termijn van twaalf maanden van effectieve tewerkstelling hebben de partijen jegens elkaar geen andere financiële of andere verplichting meer.

5.7. Overige
De wijziging van de voorwaarden moet schriftelijk gebeuren, anders is het niet rechtsgevaldig.
In zaken die door dit contract niet worden geregeld, is het Wetboek van Burgerlijke Procedure van toepassing.

Extrait d'un contrat du bureau de sélection et de recrutement polonais Bene Vobis.
Vous pouvez lire (en néerlandais) qu'en cas de rupture de contrat avant son départ pour la Belgique, l'infirmier qui signe ce document doit payer 1500 ZLN (380 euros), et s'il rompt son contrat après son départ, il doit payer 1500 euros de dommages et intérêts.

Comment certaines infirmières ont travaillé pour des salaires de call-centers
C'est bon marché de donner un contrat d'emploi à une infirmière étrangère. Mais il y a moyen de faire bien mieux. L'agence d'intérim USG People a fondé Express Medical spécialement pour le personnel médical étranger. Cette agence d'intérim intervenait elle-même comme employeur et payait ses infirmières aux salaires de la commission paritaire 218. Autrement dit : les infirmières au service d'Express Medical étaient payées comme les collaborateurs d'un call-center. C'est ainsi que deux infirmiers philippins sont venus travailler au ZNA (Réseau des hôpitaux anversois).
« C'est intolérable. Les infirmiers étrangers doivent être au service de l'hôpital ou du home pour lequel ils travaillent, selon Olivier Remy. Nous avons dénoncé la chose dès le début. Le ZNA a également dû abandonner cette façon de faire, avec toutes les conséquences pour les infirmiers philippins et leur permis de séjour. »

Publicité de Moving People en faveur du recrutement d'infirmières étrangères. On peut lire, au point 1 : « Les coûts de recrutement total, toutes taxes comprises (12 951 euros), plus le salaire pendant la première année d'une infirmière A2 sans ancienneté (38 395 euros) sont à peu près les mêmes que le salaire d'une infirmière A2 avec dix ans d'ancienneté (50 967 euros). »
Au point 3 : « Moving People garantit contractuellement que l'infirmière effectue au moins un an. En cas de départ anticipé (au cours d'un des 12 premiers mois), les taxes sont réduites proportionnellement au nombre de mois non prestés (...) »
Et au point 5 : « À la fin de la deuxième année, votre institution gardera un avantage financier de 8 764 euros. Ce bénéfice financier est un bénéfice structurel, ce qui veut dire aussi longtemps que l'infirmière sera au service du home. »

MOVING PEOPLE
UW FINANCIËLE VOORDELEN
Rust- en verzorgingskosten
bedragt ongeveer vijftienhonderd euro.

Berekening van de totale kost om een gekwalificeerde verpleegster via Moving People in dienst te nemen:
30% * 1.096,81 € bruto/moed * 111% (11% onregelmatige prestaties) * 10,52 maanden = 8.553 €
+ de forfaitaire kosten van 2.150 € = 10.703 € + 21% BTW = 12.951 € inclusief BTW

De reïnductie van Moving People bedraagt inclusief BTW (12.951 €) plus de kost van het 1ste jaar voor een verpleegster A2 zonder ancienneté (38.395 €) ligt in lijn met de kost van een verpleegster A2 die 10 jaar ancienneté heeft (50.967 €).

- De totale reïnductiekosten van de verpleegster die via Moving People in dienst wordt genomen, en voor een rustloos die een ancienneté van de categorie van verpleegkundig personeel tussen 8 en 12 jaar heeft, zal se een verschil van 1.396 € zijn tussen de toegewezen reïnductie voor een verpleegster A2 die 10 jaar ancienneté heeft (50.967 €) en de totale reïnductie- en kost (51.363 €).
- Vanaf het eerste arbeidsjaar van de verpleegster die via Moving People in dienst wordt genomen, en voor een rustloos die een ancienneté van de categorie van verpleegkundig personeel tussen 8 en 12 jaar heeft, zal se een verschil van 1.396 € zijn tussen de toegewezen reïnductie voor een verpleegster A2 die 10 jaar ancienneté heeft (50.967 €) en de totale reïnductie- en kost (51.363 €).
- Moving People garandeert contractueel dat de verpleegkundige minstens 1 jaar zal presteren. In geval van vroegtijdig vertrek (in de loop van de 12 eerste maanden), zullen de honoraria verhoogd worden. Het verschil zal het aantal niet gemaakte maanden. Zo wordt het voordeel dat in het vorige punt wordt berekend, eveneens geproportioneerd (verhoudingsgetal) aan het aantal gemaakte maanden.
- Op het einde van het 2de jaar, zal de instelling een "voordeel" van 8.764 € overhouden. Dit is het verschil tussen de PZZV subsidies voor een vroegtijdig vertrek van een verpleegkundige A2 (52.677 €) en de totale kost van Moving People (2.601 €) + uw kost van uw werknemer = 52.677 € - (2601 € + 41.312 €) = 8.764 €.
- Deze financiële winst van 8.764 € is een structurele winst, die betekent dat de 5 jaar wordt gecumuleerd, bedraagt verpleegster ten dienste van het rusthuis zal zijn.

Ter informatie, deze structurele winst die over een periode van 5 jaar wordt gecumuleerd, bedraagt 38.395 euro.

18% van de instellingen die beroep hebben gedaan op Moving People, hebben meer dan één verpleegster gerekruteerd, over het algemeen via verschillende reïnductieovereenkomsten. Dit is het beste bewijs van vertrouwen en loyaliteit dat ons getoond kan worden.

Wij stellen ons dagelijks in om de verzoeken te blijven verhoren.

Bedrag van de PZZV subsidies is 500,00 € voor het eerste jaar van het rusthuis = 110,01 €
+ 12.807 € + 38.395 € = totale reïnductie van Moving People = totale salaris kost A2 verpleegkundige
+ 2.104 € + 374 € wordt opgetoond op de salaris van verpleegster van de categorie van verpleegkundig personeel
de werknemer is. Dit bedrag zal zowel de reïnductie van de werkgever als de andere kosten die door Moving People worden gecumuleerd om de verpleegster te helpen voor haar verblijf in België.

Willemelaanstraat 20 - 1160 Brussel
Tel. 02/837 16 89 - fax 02/837 16 89
RPSA - BVBA 0.573.878.339 - Stichtingnummer nummer 310.1908196-00
Erveningsnummers: B-AAD5-090 / V.G. 06889 / W. RFRS 456

Elvlyne Lambrecht
elb@movingpeople.be
020 477 79 00 00
www.movingpeople.be

FISCALITÉ | COMMENT RICHES ET GRANDES SOCIÉTÉS ÉCHAPPENT À L'IMPÔT

La vallée des 7 barrages fiscaux

► La Cour de cassation a tranché : le méga-procès KB-Lux est définitivement clos au profit des fraudeurs. Et dire que de telles décisions ne constituent qu'un des filtres successifs permettant aux plus riches d'échapper à l'impôt. Excursion sur les rives de ce long fleuve tranquille...

■ MARCO VAN HEES

Barrage N° 1

Les lois profitant aux plus riches

Un cas parmi d'autres. Les deux holdings du milliardaire Albert Frère, GBL et CNP, ont réalisé 3,3 milliards de bénéfices en 2009. Sur lesquels, elles ont payé un impôt de... 152 euros.

La situation. Le premier barrage est ce que l'on pourrait appeler la « fraude légale », malgré la contradiction dans les termes. En effet, la législation fiscale belge permet à certains d'échapper légalement à l'impôt. Ainsi, les individus fortunés ne sont pas imposés sur leur patrimoine. Quant aux grandes sociétés, elles profitent de mécanismes aux noms barbares : intérêts notionnels, RDT, immunisation des plus-values sur actions. Leurs effets sont miraculeux. Le top-50 des plus grosses ristournes fiscales, établi par le PTB, a montré que ces cinquante sociétés avaient payé en moyenne... 0,57 % d'impôts sur leurs bénéfices.

Barrage N° 2

L'ingénierie fiscale

Un cas parmi d'autres. Le Prince Henri de Croÿ-Solre appartient à l'une des huit familles princières de Belgique. Les seules admises au « salon bleu » du Palais royal. Cela ne l'empêche pas d'être la figure centrale d'un procès de grande fraude fiscale en cours au Palais de Justice de Bruxelles. Son avocat est le fameux fiscaliste Thierry Afschrift, dont les honoraires montent jusqu'à 600 euros de l'heure. Certains le soupçonnent de ne pas seulement défendre le prince, mais de l'avoir aidé à élaborer son mécanisme frauduleux.

La situation. La partie des impôts de riches qui n'aurait pas été filtrée au premier barrage peut bénéficier d'une ingénierie fiscale sur mesure. Parfois, il s'agit de montages abusant des systèmes légaux, à la marge de la loi. Parfois, il s'agit carrément de bonne et grosse fraude, avec faux, usages de faux, hommes de paille et tutti quanti. Ces fraudes de grande envergure ne peuvent avoir lieu qu'avec le concours de banques, experts-fiscaux, avocats, auditeurs...

Barrage N° 3

Les paradis fiscaux

Un cas parmi d'autres. En 2009, Fortis arrive en tête d'un classement établi par *Solidaire* : la banque possède 393 filiales dans des paradis fiscaux. Depuis, Fortis est totalement intégrée à BNP-Paribas qui... arrive en tête d'un classement de l'Assemblée nationale sur les groupes français détenant le plus de filiales dans des paradis fiscaux.

La situation. La législation favorable du barrage n° 1 fait de la Belgique un véritable paradis fiscal pour riches. Mais chaque paradis fiscal possède ses spécificités. C'est pourquoi Fortis, par exemple, est présent dans autres 19 paradis fiscaux. Étrangement, il n'est jamais venu à l'esprit du législateur d'interdire, purement et simplement, à un groupe belge d'entretenir des relations avec des sociétés ayant leur siège dans des territoires *off-shore*.

Barrage N° 4

L'arme des décisions anticipées

Un cas parmi d'autres. Le 6 juillet 2010, le Service des décisions anticipées (SDA) approuve les achats de pétrole brut de Total Belgique à Total International Ltd (TIL), dont le siège est aux Bermudes, un paradis fiscal. Pour faire avaliser cette transaction (6,5 milliards \$ rien que pour 2009), la présidente du SDA, Véronique Tai, va jusqu'à faire modifier un projet de circulaire du ministère des Finances sur les paradis fiscaux. Au fait, la même Véronique Tai a été l'invitée d'honneur d'une croisière de luxe organisée par l'Ordre des experts comptables...

La situation. Le SDA est une invention étonnante. Les (gros) contribuables peuvent lui soumettre un montage fiscal potentiellement litigieux. Si la décision est positive, plus aucun contrôleur fiscal ne peut remettre en cause le montage. Avant, les multinationales veillaient à ce que leurs opérations fiscalement douteuses ne ressortent pas trop dans la comptabilité. Aujourd'hui, elles les exhibent avant même de rentrer leur déclaration d'impôts.

Barrage N° 5

Les contrôleurs, espèce en voie de disparition

Un cas parmi d'autres. Devinette. La société Caisse Noire S.A. (nom d'emprunt) est contrôlée par l'inspecteur Sam Semblouche (nom d'emprunt). La société conteste la taxation et va en justice. Qui va plaider pour le fisc au tribunal ? Un avocat choisi par le ministère des Finances ? Un fonctionnaire spécialisé dans la défense en justice ? Non, l'inspecteur Semblouche. Lequel manque déjà de temps pour effectuer ses contrôles fiscaux.

La situation. Le ministère des Finances est censé lutter contre la fraude fiscale, mais manque cruellement de moyens légaux et de moyens humains. Moyens légaux : la prétendue levée du secret bancaire au 1^{er} juillet 2011 est un écran de fumée, les modalités de cette levée étant tellement strictes qu'elles équivaudront au maintien du secret dans les faits. Moyens humains : rien qu'entre 2005 et 2010, 3 851 équivalents temps pleins ont été supprimés par non-remplacement des départs à la retraite.

Barrage N° 6

Les amnisties fiscales uniques à répétition

Un cas parmi d'autres. En 2009, Karel Anthonissen, directeur régional de l'Inspection spéciale des impôts à Gand, pousse un coup de gueule dans les médias. Il dénonce le fait que l'Etat belge encourage le blanchiment d'argent à des tarifs bradés (3 à 5 %) via le système de « régularisation fiscale ». C'est-à-dire l'amnistie des fraudeurs.

La situation. Un des casse-têtes des fraudeurs, c'est de savoir comment utiliser l'argent noir pour des investissements (acheter un immeuble, créer une société) qui se feraient au vu et au su de tous, fisc compris. Heureusement pour eux, en 2003, le ministre des Finances, Didier Reynders, a fait voter la DLU par la majorité arc-en-ciel (libéraux, socialistes, écologistes). La DLU, pour « déclaration libératoire unique », permettait aux fraudeurs d'utiliser librement les sommes fraudées contre paiement d'une indemnité de 6 ou 9 % du montant.

Le « U » de DLU laissait entendre aux fraudeurs qu'ils devaient saisir l'occasion unique qui leur était offerte. Or, depuis 2006, la « régularisation fiscale » a succédé à la DLU. Sans limite dans le temps et à des taux encore plus intéressants (3 à 5 %) pour qui sait comment l'utiliser habilement.

Barrage N° 7

Au tribunal, le grand fraudeur rentre gagnant

Un cas parmi d'autres. L'affaire KB-Lux est un cas d'école. Le procès des fraudeurs s'est transformé en procès des enquêteurs. Un peu comme si on avait libéré Marc Dutroux en raison du spaghetti que le juge d'instruction a mangé en solidarité des victimes. L'affaire KB-Lux remonte à 1994, lorsque d'anciens cadres de la banque livrent à la justice des listings de riches clients que la KB (KBC aujourd'hui) envoie vers sa filiale luxembourgeoise pour frauder le fisc voire, dans certains cas, blanchir l'argent du crime. Dix-sept ans plus tard, ces criminels en col blanc ressortent par la grande porte.

La situation. Le riche fraudeur dont l'impôt, par malchance, n'a pas été filtré par les six barrages précédents, peut garder bon espoir. Car de nombreux magistrats (voire des hauts fonctionnaires du fisc) partagent les vues des avocats anti-fisc. Et des théories juridiques souvent fumeuses, mais, consacrées par la jurisprudence, ne cessent de gagner du terrain au détriment des finances publiques.

Un personnage comme Thierry Afschrift condense à lui seul ces liaisons dangereuses puisqu'il est en même temps 1) avocat des présumés fraudeurs, 2) professeur de droit fiscal à l'ULB, 3) auteur d'ouvrages de référence sur l'évitement de l'impôt, 4) juge suppléant à la cour d'appel de Bruxelles. Et il contrôle même le pouvoir législatif, puisque le secrétaire d'Etat Bernard Clerfayt lui avait demandé un avis sur les conclusions de la commission d'enquête parlementaire sur la grande fraude.



INTERVIEW | NOUVELLE CAMPAGNE DE LA FGTB WALLONNE

« Le travail est de moins en moins rémunéré, c'est inadmissible »

► Après « Le capitalisme nuit gravement à la santé », l'Interrégionale wallonne de la FGTB lance une nouvelle campagne : « Où est passé l'argent ? Dans la poche des actionnaires ». De quel argent s'agit-il ? Thierry Bodson, son secrétaire général, nous en parle.

Thierry Bodson. En fait, nous sommes reparti du constat, unanimement admis au Congrès wallon de mai 2010, que l'origine de la crise actuelle n'est pas la crise bancaire, mais la répartition de plus en plus inégale des richesses. La part des salaires dans le PIB a beaucoup diminué. Cela varie selon les études, mais c'est en tout cas une tendance lourde dans tous les pays où l'on peut en faire l'analyse. En outre, dans tous les pays, les États font des cadeaux aux entreprises, en diminutions de cotisations ou à travers des baisses d'impôts. Chez nous, comme dans les pays qui nous entourent, depuis 10 à 15 ans, l'impôt sur les entreprises est passé en gros de 30 à 20 %.

Davantage encore en Belgique, non ?

Thierry Bodson. C'est partout pareil. Les Néerlandais ont répondu aux intérêts notionnels par d'autres techniques. Tous les pays se font de la concurrence fiscale. Nous constatons partout que la part des salaires

diminue, la fiscalité sur les entreprises aussi. D'ailleurs, le montant global de l'augmentation des revenus des actionnaires correspond à peu près aux montants des cadeaux qui sont faits aux entreprises ces 10 dernières années. Le capital est de mieux en mieux rémunéré. Le travail, de moins en moins. C'est doublement inadmissible, politiquement et moralement.

Doublement inadmissible ?

Thierry Bodson. Bien sûr. Et la diminution des salaires parallèle à l'augmentation des dividendes s'accompagne d'un autre phénomène : de plus en plus d'argent public injecté dans l'économie sert de moins en moins aux investissements. Il passe au-dessus de la tête de tout le monde pour atterrir directement dans la poche des actionnaires.

Cette campagne remet en question le blocage des salaires à 0,3 % tel qu'il est inscrit dans l'accord interprofessionnel ?

Thierry Bodson. Oui, même si dans certains secteurs, nous arrivons à négocier davantage. Mais le plus fou est ce que constatait la revue *Politique* : la Belgique, faute de gouvernement, est le pays où l'on a pris jusqu'ici le

moins de mesures d'austérité. Résultat, tout le monde s'accorde pour dire que c'est le pays qui fait le moins mal face à la crise. Le chômage n'a pas trop augmenté, les investissements n'ont pas trop diminué, le déficit n'a pas trop explosé. Si l'on compare à la Grande-Bretagne, le meilleur élève de la classe évidemment, vu son gouvernement, elle a pris des mesures d'austérité immédiatement et est entrée en récession dans le courant du dernier trimestre 2010.

On a donc quasiment la preuve que ces mesures d'austérité peuvent, très vite, se révéler contre-productives. Mais, un peu partout en Europe, on s'acharne à les prendre envers et contre tout.

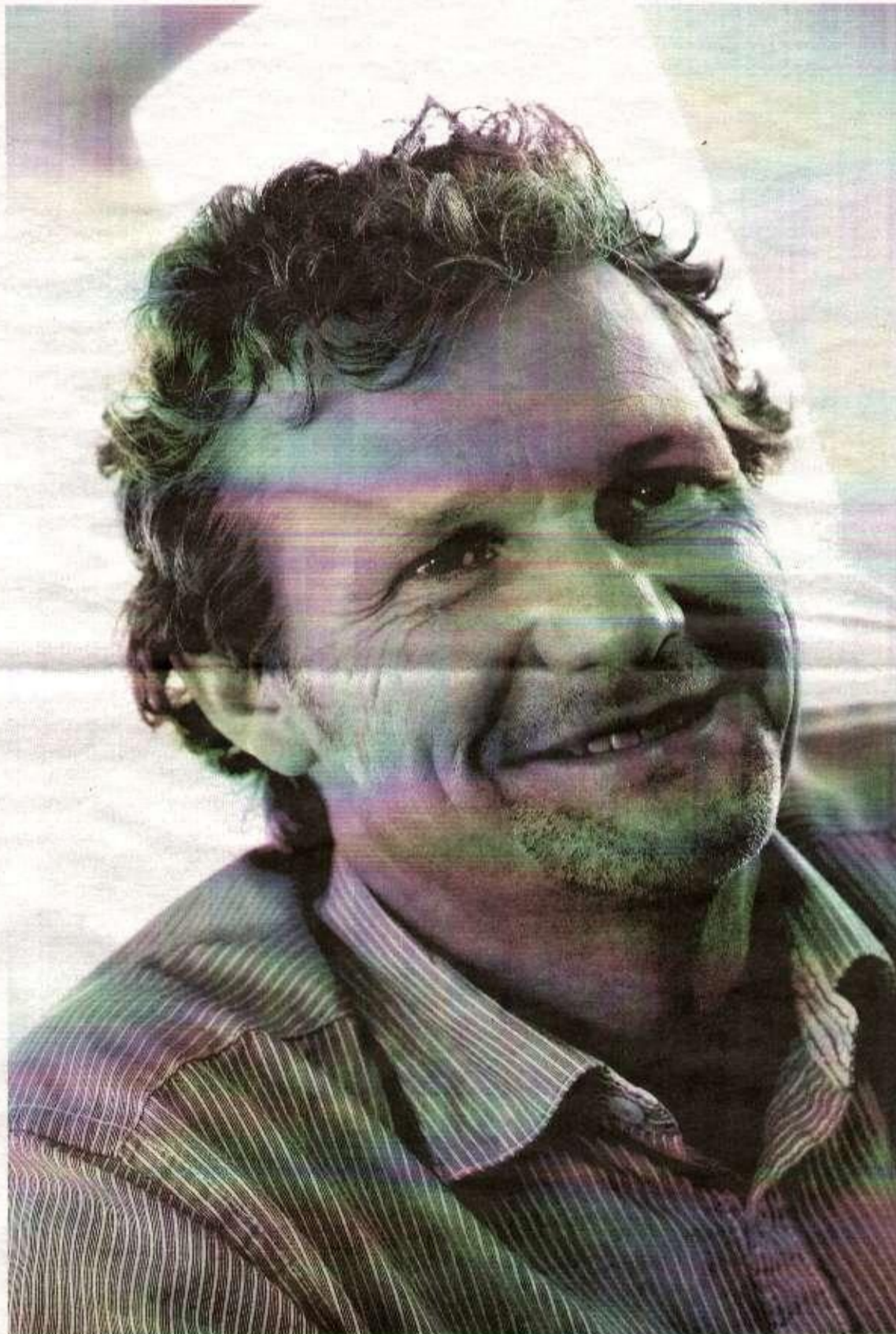
A côté de l'aspect campagne d'information, vous pensez aussi déboucher sur des actions ?

Thierry Bodson. Oui, car il s'agit de présenter, d'une part, les grands constats tels que je viens de les exposer, puis, d'autre part, de répondre à la question : « Qui doit payer et comment ? ». Nous faisons des propositions très concrètes qui sont de trois types. Primo, la limitation des revenus des actionnaires et des gros salaires, en exigeant par exemple l'instauration d'un salaire maximum, que nous situons à 20 fois le salaire minimum (actuellement c'est autour de 100 fois). Cela n'a rien de révolutionnaire, cela représente 30 000 euros bruts. Par mois, ce n'est pas si mal. Et, au-delà, la taxation passerait à 100 %. Deuxio, nous défendons une vraie justice fiscale. Tertio, il faut contrôler le système bancaire et financier.

Ces solutions sont socialement justes, mais comment y arriver ?

Thierry Bodson. Les mesures n'ont rien d'impayable à côté des 4,5 milliards que coûtent les intérêts notionnels ou des 750 millions de perte annuelle due à la non taxation des plus values.

Lors des négociations sur l'accord interprofessionnel, on nous a refusé une augmentation du salaire minimum. Il est actuellement de 1 415 euros bruts mensuels (1 200 nets) et nous demandons une augmentation d'à peine 25 euros, soit même pas 2 %. Les patrons ont hurlé : « c'est impayable », « cela va provoquer un marasme complet ». J'ai alors fait un calcul : imaginons que l'on mette le salaire minimum à 1 600 euros. Le coût serait de moins d'un demi-milliard d'euros. Autre exemple : une augmentation de 50 euros de toutes les pensions de 1 000 euros ou moins coûterait également 500 millions. Voilà deux petites propositions qui, si elles étaient



Thierry Bodson, secrétaire général de l'Interrégionale wallonne de la FGTB : « Le capital est de mieux en mieux rémunéré. Le travail, de moins en moins. » (Photo © Frédéric Pauwels)

lancées dans la presse, vaudraient à l'Interrégionale wallonne de la FGTB une étiquette de démagogue, alors que ces deux mesures ne coûtent chacune que 500 millions.

Dans ces propositions, vous n'avez pas repris un impôt sur les grosses fortunes ?

Thierry Bodson. C'est vrai, mais nous reprenons deux choses qui touchent aux gros revenus. Réinstaurer les tranches d'imposition à 52,5 % et 55 %, que Reynders a supprimées, ce qui permettrait à l'État de récupérer

un petit milliard. Et notre proposition du salaire maximum. Nous souhaitons également une taxation sur l'ensemble des revenus, et non plus le saucissonnage que l'on a aujourd'hui. Cela signifie imposer les revenus du capital de manière beaucoup plus efficace et établir un cadastre des revenus, ce qui implique la levée du secret bancaire.

En 2007, vous avez fustigé dans notre journal le manque d'audace de la gauche face à un Reynders

et au MR. Et aujourd'hui ?

Thierry Bodson. A l'époque, je pensais principalement à Sabine Laruelle (MR) qui ne cessait de répéter sur tous les plateaux télé que l'on paie 45 % d'impôt sur un revenu de 32 000 euros (annuel). C'était un pur mensonge. En vérité, on ne commence à payer 45 % que sur les tranches supérieures des 32 000 euros. J'ai eu quelques occasions de contrer ce genre de choses. Mais beaucoup de socialistes, et cela m'énerve, s'abstiennent de le faire, simplement parce que défendre l'impôt, cela n'est pas populaire. Donc,

pour des raisons électoralistes, ils se taisent sur la question.

Il est peut-être vrai que l'on rentre trop vite dans la tranche des 45 %. Il faudrait, selon moi, allonger la tranche avant les 45 %, peut-être jusqu'à 35 ou 38 000 euros et vérifier si la perte serait compensée par le rétablissement des tranches à 52,5 et 55 %. J'ai expliqué cela au PS, ils me donnent raison, mais ils n'osent pas en parler, parce qu'il s'agit de l'impôt et que cela effraie. Même si l'on explique aux gens que ces tranches à 52,5 et 55 %, cela concerne les salaires de 6 ou 7 000 euros, et donc pas eux, ils ne l'entendent pas. Il y a un réel travail didactique à faire sur ce sujet.

Que pensez-vous des positions des différents partis de gauche, concernant les intérêts notionnels ?

Thierry Bodson. A part Ecolo, tous les partis, y compris le parti socialiste, ont voté pour les intérêts notionnels. Je pense qu'ils l'ont fait, en ne comprenant pas techniquement, ce qu'ils votaient. Moi-même, qui suis tout de même comptable et fiscaliste, j'ai cru que la déduction portait sur la variation (des fonds propres). Que l'on exonère l'augmentation, cela me paraissait acceptable. L'entreprise devient plus solide, elle va mieux supporter la crise et donc cela ne me semblait pas indéfendable.

Quand on a compris que l'exonération ne portait pas sur l'augmentation mais sur l'ensemble des fonds, beaucoup de gens, même « experts », ont été surpris. Si cette année, en fonds propres, je suis à 100, l'année prochaine à 102 et l'année suivante à 105, j'aurai 3,5 % sur les 100, puis sur les 102, puis sur les 105. C'est un véritable jackpot toujours plus grand.

C'est ce qu'a démontré le travail réalisé notamment par le service d'études du PTB et Marco Van Hees...

Thierry Bodson. Bien sûr, Marco Van Hees l'a mis en évidence : 70 % des intérêts notionnels sont pompés par les 25 plus grosses entreprises, et dans celles-ci, les banques. Les socialistes n'imaginaient certainement pas l'effet boule de neige que cela aurait. En 2012, on peut déjà prévoir sans se tromper qu'on sera à plus de 5 milliards de manque à gagner fiscal, et s'il y a une petite reprise, davantage.

Nous ne sommes a priori pas opposés à ce que des entreprises qui font de réels investissements, soit dans les outils, soit dans la recherche et développement, soit dans la formation des travailleurs, aient un petit dégrèvement fiscal sur le montant de ces investissements. Cela pourrait inciter les entreprises à investir et aurait également pour conséquence de freiner l'augmentation de la rémunération du capital. Mais ce n'est pas du tout la logique des intérêts notionnels. Nous demandons dès lors la suppression pure et simple de ce mécanisme et pas une simple diminution du pourcentage.

Que pensez-vous de la proposition Laurette Onkelinx de diminuer les cotisations sociales patronales et de compenser par une CSG (cotisation sociale généralisée) ?

Thierry Bodson. Il faut savoir que Laurette est quelqu'un de têtue. Il y a plus d'un an qu'elle a mis cette proposition sur le tapis. Elle disait « je ne touche pas au salaire, mais uniquement à l'ONSS patronal ». Mais pour nous, le salaire est un ensemble, ONSS patronal inclus. C'est le total de la charge salariale

que doit supporter l'employeur. Le but serait de compenser les plus ou moins deux milliards que cela coûterait par une cotisation sociale généralisée qui mettrait à contribution tous les revenus y compris du capital. Mais dans les pays où ce système est mis en place, ce sont les revenus des salariés qui ont été les plus mis à contribution. On parle de 70 % pour la France. De plus, elle fait son annonce en se basant sur une étude qui envisageait trois pistes pour compenser la réduction des cotisations sociales employeurs : le précompte mobilier, les intérêts notionnels et la cotisation sociale généralisée. Or, elle abandonne le combat sur les intérêts notionnels. Selon moi, l'un n'exclut pas l'autre.

Pour revenir à la campagne, n'est-ce pas aussi une manière détournée d'entrer dans le débat communautaire ? De montrer que les transferts de fonds entre

les travailleurs et les actionnaires sont de loin plus importants que les transferts nord-sud ?

Thierry Bodson. Oui, évidemment. Sur les transferts nord/sud, des études ont montré qu'en Belgique, il n'y a pas plus de profiteurs dans une région que dans une autre. Simplement, s'il y a un peu plus de chômeurs dans une des régions, elle cotise moins. En outre, les transferts entre régions sont d'un niveau extrêmement bas par rapport à ceux des pays avoisinants. En Allemagne, entre les *länder* les plus pauvres et les *länder* les plus riches, le transfert est beaucoup plus important qu'entre la Wallonie et la Flandre. C'est une chose à rappeler. C'est ainsi dans tous les pays fédéralisés.

Di Rupo est devenu formateur et a promis de s'occuper du socio-économique en priorité. Quel message aimeriez-vous lui faire passer ?

Thierry Bodson. En Belgique, on ne peut plus s'occuper du socio-économique, sans s'occuper du communautaire. Il faut pouvoir dire que l'institutionnel n'est pas la chose la plus importante, le socio-économique l'est bien davantage. Mais je pense que la situation institutionnelle mérite aussi d'avoir quelques évolutions. L'immobilisme institutionnel n'est pas bon, même pour la Wallonie. Selon moi, les mécanismes de réductions de cotisations sociales pourraient être plus efficaces régionalisés, car ils n'ont pas le même impact en Flandre, en Wallonie ou à Bruxelles. En régionalisant les réductions

d'ONSS, on permettrait d'avoir des politiques de l'emploi et du social plus efficaces pour chacune des Régions. A condition que l'on ne détricote pas la solidarité. Et à condition que les Régions puissent utiliser l'enveloppe des réductions de cotisation comme elles l'entendent. J'aimerais, par exemple, injecter ces montants, en tout ou partie, dans le plan Marshall ou dans le socio-économique. Ceci n'est vrai que pour quelques créneaux bien précis. Tout ce qui concerne la sécurité sociale, le droit du travail, la fiscalité, doit absolument rester fédéral. Sans quoi, c'est le détricotage complet de la solidarité.

Les socialistes ont accepté une régionalisation des allocations familiales, de la politique des sanctions chômage. Ce sont de fameux coups de canif dans le contrat ?

Thierry Bodson. Oui. C'est pour quoi, je demanderais à Di Rupo de ne pas négocier à reculons comme l'ont fait jusqu'ici les négociateurs francophones. Jusqu'où devons nous faire des concessions à Bart De Wever pour qu'il soit content ? Nous devrions être plus offensifs. Sans quoi, on va faire d'énormes coups de canifs

dans des matières auxquelles on avait dit que l'on ne toucherait pas. Et on dira : « C'est le prix à payer pour ne pas faire éclater le pays. » Je veux pouvoir revenir à des propositions que je peux défendre, sur les

politiques économiques, les politiques de la formation, de l'investissement, revoir éventuellement certaines clés de répartition. En tant que Wallon,

j'ai certaines revendications qui vont vers plus de régionalisation. Il est inutile de se voiler la face, c'est vers cela qu'on va. Alors, plutôt que de laisser venir les partis flamands avec leurs priorités, allons à la négociation, nous Wallons, avec nos propositions qui, sans déconstruire les outils de solidarité, peuvent rendre plus efficaces les politiques régionales telles qu'on les connaît aujourd'hui.

■ AXEL BERNARD
ET MICHÈLE SEUTIN

Où est passé l'argent ?

www.danslapochedesactionnaires.be

FGTB

La nouvelle campagne de la FGTB vise à dénoncer que l'origine de la crise actuelle n'est pas la crise bancaire mais la répartition de plus en plus inégale des richesses. Et ensuite, elle pose la question : qui doit payer et comment ?



Journée d'action syndicale européenne le 21 juin : pour condamner la gouvernance économique que la droite européenne veut imposer et qui affectera des millions de travailleurs. La Confédération européenne des syndicats (CES) annonce une action au Luxembourg le mardi 21 juin à 15 h. Plus d'infos à venir sur www.ptb.be. (Photo Alain Pottiez)

COLOMBIE |
UN PAYS DANGEREUX POUR SYNDICALISTES ET JOURNALISTES

« Terroriser la population pour qu'elle ne lutte pas »

► La Colombie n'est pas le pays le plus accueillant au monde pour les activistes et les militants. On compte près de 7 300 prisonniers politiques détenus par le gouvernement, même si celui-ci le nie.

L'avocat Ramiro Orjuela fait partie du Comité colombien de solidarité avec les prisonniers politiques. Il vient témoigner le 14 juin à Bruxelles sur invitation d'Arlac-intal. La responsable de l'événement, Ligia Uribe¹, nous éclaire sur la situation en Colombie.

Qui sont réellement ces prisonniers politiques ?

Ligia Uribe : Nous pouvons estimer qu'environ 1 300 des prisonniers politiques en Colombie sont des guérilleros : ils se déclarent eux-mêmes membres des organisations armées, qui combattent le régime dictatorial en place. Mais les 6 000 restants sont des paysans, syndicalistes, femmes, étudiants ou Indiens, lesquels, comme les premiers, sont également accusés de terrorisme.

Pour quelles raisons des leaders sociaux sont-ils accusés de terrorisme ?

Ligia Uribe : Quand les paysans s'opposent aux activités d'une multinationale, leurs leaders sont accusés de graves délits et, bien qu'ils soient libérés un ou deux ans plus tard, en sortant de prison, leur organisation s'est affaiblie. Multiplier les procès antiterroristes sert à terrifier la population pour qu'elle ne lutte pas et ne s'organise pas.

Que se passe-t-il dans les prisons colombiennes ?

Ligia Uribe : Les prisons colombiennes n'ont rien à envier à celles du film d'Alan Parker *Midnight Express*. Par exemple, dans celle de Valledupar sur la côte Atlantique, bien que la température soit de 40 °C, les prisonniers sont rationnés en eau. Par ailleurs, l'endroit où l'on y cuisine est le même que celui où se trouvent les WC ! Tout est organisé pour déshumaniser les détenus.

En Colombie, un pays deux fois plus grand que la France, les prisonniers politiques purgent leurs peines dans des endroits très éloignés du domicile de leur famille. Pauvres pour la plupart, les familles finissent par perdre tout contact avec le détenu. Si une mère détenue n'accepte pas de se séparer de son enfant, elle peut l'avoir avec elle dans la prison jusqu'à ce que l'enfant ait un certain âge. Dans ce cas, l'enfant n'a pas accès aux soins médicaux et on lui interdit d'être scolarisé.

Y a-t-il un lien entre l'évolution du conflit armé et l'origine géographique des prisonniers politiques ?

Ligia Uribe : Oui bien sûr. Un paysan qui vit dans une zone où il y a un certain appui à la guérilla est considéré comme un terroriste. Ce paysan peut être détenu arbitrairement ou encore kidnappé. Sur les routes, il y a des barrages de l'armée ou de paramilitaires qui peuvent le faire descendre du bus et l'assassiner sur-le-champ. Près d'une base importante de la guérilla, il y a une fosse commune avec plus de 2000 corps, tous des civils de la région. Pour empêcher tout éventuel soutien de la population envers la guérilla, l'armée massacre les civils.

L'ancien président Uribe a été remplacé par le président Santos : quelle est la responsabilité de celui-ci dans la répression ?

Ligia Uribe : Je vais vous donner l'exemple de ce qu'il s'est passé avec les jeunes de Soacha, près de la capitale. Cette histoire macabre a commencé en 2008, dans un quartier pauvre près de Bogotá. Quelqu'un propose un travail temporaire à quelques jeunes, lesquels voyagent dès lors heureux vers leur nouvel emploi qui se situe dans une autre région. Mais, une fois arrivés sur place, ils sont assassinés froidement. Après trois semaines sans signe de vie, les familles inquiètes ont commencé à les chercher. Bravant les menaces, les familles, seules, ont éclairci ce qui était arrivé aux jeunes. Bien qu'il ait été démontré qu'ils avaient été froidement liquidés, le président Uribe a soutenu la thèse qu'ils étaient des guérilleros.

Pour chaque jeune assassiné, les « recruteurs » recevaient 400 euros, les soldats recevaient des jours de



Ligia Uribe

Conférence ce mardi 14 juin à 19 h avec Ramiro Orjuela (Colombie)

Ramiro Orjuela est l'avocat du journaliste Joaquín Pérez Becerra et fait partie du Comité colombien de solidarité avec les prisonniers politiques.

Lieu : intal, 53 chée de Haecht, 1210 Bruxelles (arrêt de métro Botanique)

congé et les officiers étaient montés en grade et/ou recevaient de l'argent. Ceci a duré des années. Il y a 3 796 cas documentés et vérifiés. Le ministre de la Défense de l'époque était... Santos, et il n'a pas démissionné lorsque le scandale a éclaté. En jargon militaire, un guérillero mort est un « positif ». Ces assassinats sont dès lors appelés les « faux positifs ».

■ JEAN LEMAIRE

¹ Ligia Uribe est une Belge d'origine colombienne qui vit en Belgique depuis 20 ans. Elle a fondé Ariac, association de réfugiés d'Amérique latine et des Caraïbes, association qui est aujourd'hui la branche letino du mouvement intal.

Le cas Pérez Becerra

Le 24 avril 2011, Joaquín Pérez Becerra, un réfugié politique colombien, prend l'avion en Suède, pays où il réside depuis une vingtaine d'années. Il change d'avion en Allemagne et embarque pour Caracas, Venezuela, où il est arrêté à son arrivée. Le président colombien Santos affirme que c'est un terroriste et qu'il se trouve sur la « liste rouge » d'Interpol. Comme conséquence, le président vénézuélien décide d'extrader Pérez Becerra en Colombie.

Ligia explique qu'« en vérité, son nom ne figure sur aucune liste. Les accusations contre ce journaliste proviennent d'un ordinateur récupéré après le bombardement d'un camp guérillero sur la frontière entre la Colombie et l'Équateur, il y a quelques années. Les mails de cet ordinateur sont la preuve maîtresse pour attaquer l'opposition. Par exemple, une sénatrice a été destituée parce que selon un de ces emails, elle était une collaboratrice de la guérilla. Le président Santos accuse Joaquín Pérez Becerra de terrorisme simplement à cause de son travail. Il a fondé une agence de presse qui fait connaître les violations des droits de l'homme et soutient une sortie négociée du conflit armé en Colombie. Ce qui ne plaît pas aux autorités colombiennes. »

★ ptbshop

Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles
Ma - ve: 12 - 18 Sa: 12 - 17
www.ptbshop.be

-50 %

-20 %

-40 %

En juin
Grande braderie
Pour cause de travaux

Camp d'été des pionniers

Pour les enfants de 6 à 16 ans
Du 02 au 09 août 2011
www.pionniers.be

UNIVERSITÉ MARXISTE
ÉTÉ 2011

LES RÉVOLUTIONS
QUI RASSEMBLENT

samedi 20 → jeudi 25 août
Internat de Berlaymont, 10 D drève d'Argenteuil, 1410 Waterloo

Infos sur www.marx.be



Une deuxième phase du mouvement des « indignés » est en route : les assemblées populaires de quartier s'organisent et votent des revendications. (Photo flickr, Jordi Ferrer)

ESPAGNE | OCCUPATIONS

Le mouvement des « indignés » s'implante localement

► Mi-mai, des dizaines de milliers d'Espagnols s'étaient emparés des places publiques pour marquer leur indignation face à la politique d'austérité du gouvernement socialiste. Trois semaines plus tard, des centaines d'assemblées s'organisent partout en Espagne. Avec une perspective : la journée d'action du 19 juin.

Depuis samedi 28 mai, le mouvement a lancé des assemblées de quartiers. À Barcelone, ce sont 24 assemblées qui ont eu lieu, 98 dans l'ensemble de la Catalogne. À Madrid, ce sont plus de 120 assemblées qui ont démarré, avec une participation moyenne de 700 personnes, parfois plus de 1 000. Plus de 75 d'entre elles ont déjà leur propre page web. « Il s'agit d'un fait politique impressionnant et porteur d'espoir. C'est de là que viendra la force du mouvement à partir de maintenant », analyse Jefferson, de l'Union des Jeunes communistes.

Ces assemblées organisent des actions au niveau local. Par exemple, dans la commune de Badalona, à Barcelone, l'assemblée de quartier est parvenue à empêcher l'expulsion d'une famille qui ne pouvait plus rembourser son prêt hypothécaire.

« Nous avons fixé comme objectif qu'il n'y ait plus aucune expulsion pendant les trois prochains mois, se réjouit Antoni. Nous avons également occupé un centre de santé que le gouvernement a fermé faute de budget. »

19 juin, journée nationale d'action

La convergence du combat des indignés avec les luttes du monde du travail est une préoccupation majeure de toutes les organisations communistes qui participent au mouvement. Tous les regards se tournent vers la date du 19 juin, choisie comme journée de lutte commune par toutes les assemblées. À Madrid, des cortèges se rassembleront devant le Congrès. À Barcelone, les syndicats se joindront à la manifestation sous le mot d'ordre « Contre l'Europe du capital ». Jefferson espère qu'il s'agira d'une « mobilisation massive et historique, dans le même esprit que la mobilisation du 15 mai, mais avec des objectifs mieux définis ».

Alors que le mouvement fait l'objet de nombreuses critiques – depuis l'Espagne jusqu'à la Belgique – parce qu'il serait « contre la politique », il est impressionnant de constater les pas en avant qui ont été réalisés depuis les slogans « contre la classe politique » des

débuts. Dans les assemblées, on vote des revendications très politiques comme la suppression des privilèges de la classe politique, le droit au logement, la nécessité de la qualité des services publics, la réduction des dépenses militaires et bien d'autres encore. Pour lutter contre le chômage, ils proposent : « Pension à 65 ans et aucune augmentation de l'âge de départ à la retraite tant qu'il y aura des jeunes sans emploi », « interdiction de licenciement collectif aux entreprises qui font des bénéfices ». Les « indignés » veulent aussi contrôler le secteur bancaire : « imposition des banques de manière proportionnelle à leur responsabilité dans la crise économique », « nationalisation des banques sauvées pendant la crise pour créer une banque publique ».

Des revendications offensives

Antoni des Jeunes communistes de Catalogne explique que « la plupart des revendications sont intimement liées à celles des différents mouvements sociaux qui existent ici. Et 80 à 90 % des revendications choisies à Madrid et Barcelone se retrouvent dans notre programme depuis belle lurette ».

Ces nombreuses listes de revendications qui circulent sur internet

sont un signe de la richesse des débats politiques en cours, mais ça peut paraître difficile à coordonner. Les indignés ont donc cherché à se mettre d'accord sur une base minimale commune à toutes les assemblées du pays pour renforcer la cohérence du mouvement. Les porte-paroles de 56 localités du pays se sont ainsi rassemblés les 3, 4 et 5 juin pour échanger points de vue et expériences¹. Certaines revendications sont ressorties comme faisant l'unanimité. Par exemple : la création de mécanismes de démocratie participative, la suppression des privilèges de la classe politique, le contrôle des organismes bancaires.

Certains regrettent de ne pas (encore ?) y voir mention de la défense des services publics, la nationalisation des banques ou la mise en place d'une fiscalité plus progressive. De son côté, Antoni souligne : « Ce sont des revendications qui n'ont pas comme point de départ un dépassement du capitalisme. Par contre, elles sont en rupture avec la démarche défensive qui est celle de la gauche au pouvoir actuellement, et c'est dans ce cadre que je les soutiens. »

■ AURÉLIE DECOENE

¹ Voir le site de l'occupation de la Puerta del Sol à Madrid, www.madrid.com/solaplaza.net

ISRAËL

Manifestation pour un État palestinien

25 000 personnes ont participé à une manifestation à Tel-Aviv, samedi 4 juin, pour soutenir la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967. Les manifestants portaient des pancartes : « Un État palestinien – l'intérêt d'Israël. » Les manifestants ont également brandi des drapeaux palestinien, israélien et des drapeaux rouges sur lesquels avaient été inscrits « Oui à la paix » et « Juifs et Arabes refusent d'être des ennemis ». Deux militants de gauche ont été arrêtés par la police. (Solidarité internationale, 5 juin)

AFRIQUE DU SUD

Mort d'Albertina Sisulu

La seconde lauréate, après Nelson Mandela, du « Prix de la paix Chris Hani », « Mama » Albertina Sisulu, est décédée ce 2 juin. Elle était une dirigeante du Front démocratique uni et de la Fédération des femmes sud-africaines. Après avoir pris sa retraite d'infirmière, elle continuait son engagement au service de son peuple. Elle a joué un rôle important en soutenant Walter Sisulu, emprisonné entre 1964 et 1989 et dirigeant de l'ANC, quand il était l'objet de harcèlement policier. (SACP, 4 juin)

GRÈCE

Occupation du ministère des Finances

Des manifestants ont occupé le ministère des Finances grec à Athènes le vendredi 3 juin alors que le gouvernement annonçait que les négociations avec l'Union européenne, la BCE et le FMI sur les mesures d'austérité et le bradage des biens publics avaient été « positives ». Des centaines de militants de la confédération syndicale du PAME ont bloqué l'entrée du bâtiment à l'aube. Cette occupation s'est couplée à des appels à la grève générale. Les mesures d'austérité comprendront la privatisation de larges parties du secteur public en contrepartie du plan de sauvetage de 110 milliards d'euros du FMI et de l'UE. (Morning Star, 4 juin)

CHILI

Enquête sur la mort du poète Pablo Neruda

Le député et président du Parti communiste chilien, Guillermo Tellier, a déposé une plainte devant la Cour d'Appel pour faire la lumière sur la mort supposée naturelle du poète chilien Pablo Neruda. Des témoignages montrent des incohérences dans la version officielle, elle-même contradictoire au certificat de décès. Pablo Neruda s'apprêtait à partir en exil au Mexique pour échapper à la dictature d'Augusto Pinochet. Ça aurait été un coup dur pour la dictature. Aurait-on donné la mort à Neruda ? (Solidarité internationale, 3 juin)

PORTUGAL

Défaite des socialistes aux législatives

Ce dimanche 5 juin, les électeurs portugais ont sanctionné le gouvernement socialiste qui paye cher sa soumission aux diktats de l'Union européenne et du FMI avec seulement 28,05 % des voix (-8,5 %). Le gouvernement était tombé sur le vote du 4^e plan d'austérité. À droite, le PSD gagne 38,63 % des voix (+9,52 %) tandis que le parti de droite extrême, le Parti populaire confirme avec 11,74 % des voix. Face à la chute du Bloc de gauche (de 9,81 % en 2009 à 5,19 % en 2011), les communistes se stabilisent à 7,94 % des voix et gagne 1 député de plus, 16 au lieu de 15. « A luta continua ». (Solidarité internationale, 6 juin)

INTERVIEW | DIMITRI VERHULST

« Cultiver notre identité? Mais on est en 2011! »

► Dimitri Verhulst est un des écrivains les plus connus en Flandre et aux Pays-Bas. Son livre *La merditude des choses*, après avoir connu un joli succès cinématographique, est enfin traduit en français. L'occasion d'interviewer un homme qui a appris à parler français dans le café de son village d'adoption, près de Huy.

Outre le foot, le cyclisme et les bals populaires, les sujets d'intérêts du personnage sont variés. Combattant le(s) nationalisme(s), il est un des fers de lance de la plateforme « Pas en notre nom/Niet in onze naam ».

Dimitri Verhulst. Nous avons besoin d'une littérature belge. Fonder un prix littéraire belge peut aider. Comme il y en avait déjà un, si je ne me trompe, dans les années 90. Une année, ce sont des livres flamands qui peuvent gagner, et l'autre année, des livres francophones. Et qu'est-ce qu'on gagne? Pas d'argent, mais une traduction dans l'autre langue. C'est déjà un beau cadeau, je trouve. Comme cela, on peut ouvrir notre fenêtre à l'autre Communauté.

Votre livre *La merditude des choses* a donc été adapté au cinéma.

Comment expliquez-vous son succès chez les francophones?

Dimitri Verhulst. Quand j'ai vu *C'est arrivé près de chez vous*, j'ai été tout de suite

complètement fan de Poelvoorde, parce qu'il me raconte quelque chose que je connais, un monde que je connais. Même si lui est wallon et moi flamand, on a des choses en commun. Pas seulement l'environnement, le

contexte, mais une façon de raconter une certaine histoire, une façon de rigoler de certaines choses. Un humour un peu noir, le sarcasme, l'ironie sont des choses que nous avons en commun. Même chose avec les frères Dardenne. Je trouve que trop souvent on dit qu'ils font des films sur le microcosme liégeois. Mais moi je ne vois pas Liège, je ne vois pas Seraing. Je vois aussi Alost, où je suis né. Il y a de la pauvreté là-bas aussi, le même genre de quartiers défavorisés. A Gand, vous avez des quartiers de merde, comme à Seraing.

Pour répondre à la question, peut-être que ça a quelque chose à voir avec la qualité des films. Parce que la tradition du film flamand, un cinéma de qualité, est très jeune. A part Stijn Coninx, qui est là depuis un certain temps. Mais je suis assez mal placé pour parler de films car, ces derniers temps, je n'ai pas vu grand-chose.

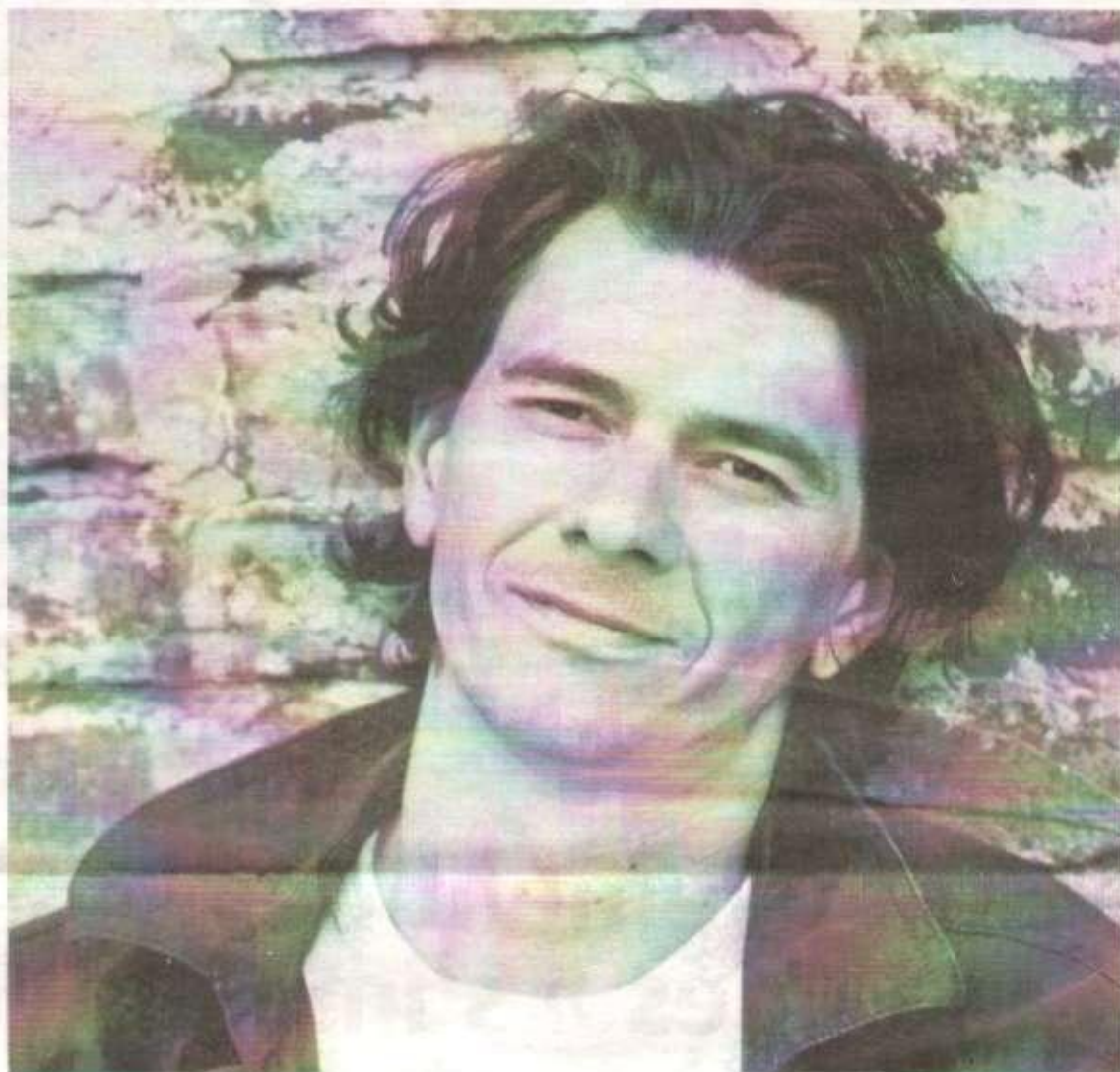
Les nationalistes flamands n'ont-ils pas raison de dire qu'il y a deux pays en Belgique?

Dimitri Verhulst. Et alors? Nous avons des choses en commun. Des choses que je n'ai pas avec des Hollandais, des Allemands ou des Français par exemple. Des choses belges. Mais j'ai aussi des choses en commun avec des Chinois, nous sommes des êtres

humains.

Etre différents, je ne trouve pas que c'est une raison pour se séparer. Au contraire. J'aime ma femme parce qu'elle n'est pas moi. Ça me semblerait terrible d'être marié avec moi-même. Nous

avons des choses en commun elle et moi, évidemment, mais aussi des trucs qui sont différents et complémentaires. Et c'est ça qui est chouette dans un couple. Et si on ne croit pas en la richesse que peuvent apporter



Dimitri Verhulst (Photo Nathalie De Clercq)

les différences, pourquoi croit-on en l'Europe alors?

Pourquoi avoir quitté la Flandre pour la Wallonie?

Dimitri Verhulst. D'abord je n'ai jamais quitté la Belgique, je reste un Belge qui habite en Belgique. C'est très normal je trouve. C'est un peu drôle aujourd'hui: quand un Flamand habite une villa en Provence, on ne lui pose pas de question. Mais, dès qu'un Flamand habite en Wallonie, on lui pose la question: pourquoi?

Dans mon cas, il y a plusieurs raisons. J'étais déjà souvent ici pour faire de l'escalade sur les rochers ou des balades en vélo. J'aime bien les bois, la tranquillité, la nature. La nature en Flandre, c'est un bonzaï.

Cela faisait plusieurs années que ma femme et moi nous nous sentions un peu perdus dans un climat de droite. Le fait que l'extrême-droite soit devenue acceptable, que les gens osent te dire qu'ils détestent les Arabes, c'est très bizarre. Le fait que ce ne soit plus choquant, ça ne me convient pas.

Mais il y a malheureusement beaucoup de racisme en Wallonie aussi. J'ai remarqué cela en arrivant ici il y a quelques années, quand j'ai rencontré des gens qui, en nous voyant, disaient: « Ah des Flamands! Eux ils sont comme moi, ils n'aiment pas les Arabes. » Et c'est le problème éternel de la généralisation, quand tu penses que tous les Flamands

sont racistes... Il y a des bons et des cons partout. Le Flamand n'existe pas, comme le Wallon n'existe pas non plus.

Le point de départ de « Pas en notre nom » était un discours de Jan Peumans, quand il a dit qu'il fallait développer une identité flamande. On entend maintenant des Wallons demander de créer en réaction une identité wallon-bruxelloise. Comment combattre ces discours?

Dimitri Verhulst. Ça veut bien dire que si Peumans dit cela, il avoue que cette idée d'identité flamande n'existe pas.

Mais, à mon avis, les gens se foutent de tout ça. Nos dirigeants ne se rendent pas compte que c'est ridicule, que le peuple s'en fout. Ce sont les années 1930 en Allemagne. Cultiver notre identité? Mais on est en 2011! C'est chouette comme étude historique, mais prendre ça au sérieux?

Qu'est-ce qu'on doit faire alors, pour être Wallon par exemple? Je ne sais pas.

Mais les responsables de la crise actuelle, c'est nous, les gens qui allons voter. Si nous ne votons pas pour tout ces gens-là, nous n'avons pas ces problèmes. Nous n'avons pas pris les élections assez au sérieux. Quelque part, ça m'ennuie de dire toujours que c'est la faute des politiciens. C'est très important de nous rendre compte de notre responsabilité. Il semble que, selon les sondages, aux élections suivantes, on va voter exactement pour les mêmes personnes.

Je n'avais pas cru aux sondages qui donnaient la N-VA gagnante la dernière fois, comme je n'avais pas cru au succès du Vlaams Blok à l'époque... Maintenant je prends les sondages au

sérieux. On a encore de la chance, on ne parle « que » de la N-VA, mais il y a pire: les « réservistes » du Vlaams Belang. Même s'ils ont quelques figures en commun, comme Marie-Rose Morel (ex-parlementaire du Vlaams Belang, passée d'abord par la N-Va et très

proche de De Wever, elle est morte d'un cancer en février 2011). Mais je crois que De Wever n'est pas raciste. Je n'aime pas du tout son discours, mais je crois que c'est un démocrate. On ne peut pas dire cela du Vlaams



Lors du pique-nique contre le nationalisme du 7 mai dernier, Dimitri Verhulst a lu un poème en néerlandais, puis en français. « La solidarité, c'est le béton de notre nation, notre solidarité. C'est aussi pour cela que je fais partie de la plateforme Pas en notre nom. » (Photo Solidaire, Martine Raeymaekers)



Dans son livre *La merditude des choses*, il est question de pauvreté, mais plus que tout, de solidarité. Très loin du misérabilisme, c'est une ode à l'entraide entre les moins favorisés qui se dégage de l'œuvre de Dimitri Verhulst. (Photo tirée du film *La merditude des choses*, du réalisateur Felix van Groeningen)

Belang. Je n'aime pas le populisme de De Wever, qui n'arrête pas de ridiculiser les Wallons. Comme Leterme a ridiculisé les francophones en disant qu'ils ne sont intellectuellement pas capables d'apprendre une autre langue que la leur. Quelque part, c'est du racisme. C'est débile.

On entend beaucoup parler de responsabilités flamandes dans la crise. Mais du côté francophone, comment voyez-vous l'attitude des politiciens ?

Dimitri Verhulst. Ils commencent à parler néerlandais. Il y a longtemps que je n'avais plus entendu parler un responsable politique francophone en néerlandais : c'est positif. Il faut être correct : vivre ensemble, c'est parler les deux langues. Même si tu parles comme moi, avec beaucoup d'erreurs, ce n'est pas grave, ça fait de l'humour.

Ce qui m'effraie, c'est qu'il n'y a plus de familles politiques en Belgique. Avant il y avait des socialistes, on croyait dans l'idée du socialisme. Les socialistes flamands et les socialistes wallons étaient d'abord des socialistes. Maintenant ils sont Flamands et Wallons. Ils ont abandonné leur idéologie au profit du territoire. Pourtant, ils chantaient l'Internationale, vivre ensemble avec tout le monde. Mais, au niveau national, ce n'est plus possible ? Je préfère vivre dans un monde où il y a des idées, un combat d'idées. Je ne trouve pas intéressant d'être contre toi parce que t'es Flamand ou Suisse. Je m'en fous. Ce sont les idées qui m'intéressent.

A l'école, j'étais intéressé par apprendre des idées des philosophes. Mais quand on parlait d'empereurs se battant pour une question de territoire, ça ne m'intéressait pas. Il

semble que nous n'avons plus une Belgique des idées. On ne parle plus d'idéologie, plus de philosophie, plus d'éthique, plus de pauvreté, etc., que du territoire. Bruxelles-Hal-Vilvorde, je ne lis plus ça. Je n'ai pas d'affinité avec ce sujet.

A la sortie de *Priorité de gauche*, de Peter Mertens et Raoul Hedebouw, vous en avez fait l'éloge dans *Humo*.

Dimitri Verhulst. Je suis vraiment triste car dans toutes les grandes gazettes, on n'en parle pas, de ces idées. Prenons l'exemple du *Morgen*, qui avait des racines à gauche. Il donne une chronique à Bart De Wever. Je n'ai rien contre, au contraire, si c'est pour en faire un combat d'idées. Mais alors, il faut donner la parole, le même espace médiatique, aux autres, dont Peter Mertens par exemple. Je n'ai jamais lu un billet de Mertens dans une gazette. Pour en revenir à

Morel, elle avait un blog sur le site de la VRT. Je n'ai rien contre, à une condition : que l'autre côté du spectre politique ait aussi la même place. Mais non, Mertens n'a pas de blog sur la VRT...

Ce qu'ils disent dans le bouquin est très bien expliqué. D'une façon simple, compréhensible et claire. La façon dont il parle de la CGER, j'ai trouvé ça très intéressant, je ne connaissais pas cette histoire. Mais bon, il semble que nous sommes tous des Américains, qui pensent que quelqu'un avec le cœur rouge est le diable, qu'il faut installer un Guantanamo. Je n'ai jamais compris pourquoi la gauche effraie les gens. Pourquoi ils ont peur quand ils entendent que chacun est égal, chacun a les mêmes droits...

Ce que j'aime surtout dans le livre, c'est que les auteurs réexpliquent

l'idée de solidarité, l'avenir de nos pensions, le chômage, etc. C'est le béton de notre nation, notre solidarité. C'est aussi pour cela que je fais partie de la plateforme NION.

Très jeune, j'ai perdu mes parents. J'ai été dans un home. J'ai mangé et j'ai été à l'école grâce à l'État. Sans parent, si tu n'as pas un système de solidarité, tu dois dormir sous les ponts. Grâce à l'État, j'ai survécu, j'ai étudié, je me suis développé intellectuellement et je suis maintenant un homme qui paye des taxes. Je peux dire : merci, je suis devenu assez costaud, je te rembourse ce que j'ai reçu. Et à l'époque, j'ai été nourri, logé et blanchi aussi grâce à des Wallons. Ce que j'ai reçu de l'État, des Wallons l'ont payé avec leurs impôts.

En Flandre, il y a aussi des chômeurs. C'est un peu tabou, mais il y a beaucoup de chômage, beaucoup de pauvreté, beaucoup de gens sans diplôme. Ils touchent des allocations de chômage, qui vient d'une grosse tirelire alimentée aussi par des Wallons. On oublie ça.

Vous avez écrit *Problemski hôtel*, qui va bientôt être porté à l'écran. Vous avez écrit ce livre pour dénoncer les conditions d'accueil des sans-papiers ?

Dimitri Verhulst. Oui. Mais l'idée ne vient pas de moi. La directrice d'un centre pour demandeurs d'asile a remarqué qu'il y avait beaucoup d'actes racistes dans le village. Les habitants ne supportaient pas l'idée d'accueillir des demandeurs d'asile dans leur village. La directrice, très intelligente, s'est dit : « Ils sont racistes parce qu'ils ne savent rien du centre et de ses habitants. » Elle a décidé d'organiser une journée porte-ouverte et a invité tout le village. Pour attirer les gens, elle a invité des écrivains, connus ou pas. Comme ça, les gens du village avaient une excuse, ils ne disaient plus : « Je vais rendre visite aux Indiens », mais « je vais à une soirée littéraire ». Elle a demandé aux écrivains

d'écrire sur les demandeurs d'asile. J'ai trouvé ça très intéressant mais j'ai dit : « Écoute, je veux bien mais je suis moi aussi, quelque part, comme les habitants du village, moi non plus je ne sais pas ce qu'on fait dans un centre pour demandeurs d'asile. Est-ce que je peux venir dans ton centre pendant quelques jours ? » Et j'ai vécu plusieurs jours avec les gens du centre. J'ai mangé la même nourriture qu'eux, dormi sur les mêmes matelas. J'ai écouté tellement d'histoires que quelques pages n'étaient plus suffisantes. J'avais tellement envie de raconter tout ce que j'avais vu là-bas que c'est devenu un petit roman. Ce fut une expérience

très intéressante mais très difficile. J'ai toujours pensé que j'étais un costaud, émotionnellement. Mais là-bas, j'ai été profondément choqué. Voir la manière dont nous occupons de leurs problèmes, notre nonchalance. Ils sont là en attendant un papier qui leur dit soit « oui, tu peux rester dans notre pays plein de racistes et tu peux travailler dans des magasins de nuit », soit un autre qui dit « non, tu dois retourner dans ton pays, même si on va te tuer là-bas ». La façon dont tout le monde regarde ces personnes, comme si elles étaient des criminels.

10 ans après votre séjour, quand vous voyez que la crise de l'accueil s'est aggravée, vous n'avez pas envie d'arrêter de lutter contre les injustices ?

Dimitri Verhulst. Non, au contraire, ça me motive encore plus. Je n'ai rien contre une littérature qui ne parle de rien. Je n'ai rien contre les polars, les histoires d'amour, mais on ne peut jamais oublier que la

littérature a aussi un autre côté. Un côté de responsabilité, d'ouvrir les yeux, d'être engagé. C'est ça qui me plaît. Je suis tombé amoureux de la littérature grâce à Louis Paul Boon, un écrivain que je recommande à tout le monde. Il était toujours avec son cœur et son stylo, chez les gens.

Je n'ai rien contre les polars, les histoires d'amour, mais on ne peut jamais oublier que la littérature a aussi un autre côté. Un côté de responsabilité, d'ouvrir les yeux, d'être engagé. C'est ça qui me plaît.

Pour moi, c'était ça la littérature. Je n'avais pas besoin de lire combien de fois Catherine M. a baisé cette semaine, si elle était heureuse ou pas de son vibromasseur. C'est bien que ça existe, mais moi ça ne m'intéresse pas. J'utilise le stylo comme d'autres des armes.

Je suis engagé, mais je ne me sens pas obligé de l'être.

Etre un artiste engagé aujourd'hui, c'est péjoratif. Dans les années 80, artiste et progressiste étaient synonymes. Aujourd'hui, les gens sont presque gênés de le dire. C'est comme dire que tu es Belge. C'est démodé. Je m'en fous, je suis engagé, je n'ai pas le choix, c'est dans mon caractère.

■ JONATHAN LEFÈVRE

Dimitri Verhulst
La Merditude des choses
2011, 237 p.



La merditude des choses, Ed. Denoël, 2011, 237 p.

Partagez vos activités
agenda@solidaire.org
Retrouvez l'agenda complet sur
www.ptb.be/agenda

MARCINELLE

SAMEDI 18 JUIN DE 10 À 23H

Santé la fête de Médecine pour le Peuple. Balade en vélo, petite restauration et bar, animations pour les enfants, stands divers, expo photo, spectacle "Ado les Sens" des Mariannes, démonstration de Biodanza, sketch de l'équipe de la maison médicale, concerts, bal aux lampions.

Où : Rue de la Vieille Place, 67/Info et pour aider, avant ou après, 0497 43 55 34 ou 071 47 64 96 ou www.mpp.be.

**[L'avocat vous répond]**

J'ai réservé un voyage en avion via un tour-opérateur. Je dois normalement partir la semaine prochaine, mais je suis tombé gravement malade. Puis-je annuler mon voyage ?

Toute personne qui a réservé un voyage a le droit de l'annuler, mais cela se fait rarement sans frais. Plus la date d'annulation est proche de la date de départ, plus l'indemnisation due au tour-opérateur pour résiliation de contrat est élevée. Il existe une alternative qui consiste à céder votre voyage à une autre personne aux conditions fixées. Lorsque vous réservez un voyage, vous devez lors de votre calcul non seulement tenir compte du prix du voyage, mais aussi des frais d'annulation.

Par conséquent, il est bon d'envisager de prendre une assurance annulation. Ce type d'assurance offre en effet une protection contre une éventuelle perte financière. Autrement dit, l'assureur rembourse, dans certaines conditions bien déterminées, les frais d'annulation. L'assurance annulation vous rembourse également les jours de vacances perdus lorsque vous devez écourter votre séjour. Certaines compagnies proposent même une assurance annulation annuelle. Dans ce cas, il n'est plus nécessaire de contracter une assurance annulation lors de la réservation d'un voyage.

Lorsque pour une raison ou une autre, vous ne pouvez partir en voyage et souhaitez modifier ou annuler votre voyage, vous devez en avvertir au plus vite votre agence ou tour-opérateur. Conformément à la loi, il incombe à l'assuré un devoir de limitation du dommage. Autrement dit, il doit prendre toutes les mesures utiles de manière à limiter au maximum le dommage pour l'assureur. Plus l'annulation est tardive, plus les frais pour le voyageur seront élevés et donc pour l'assureur également. Ainsi, si vous annulez un voyage après quelques jours, l'intervention de l'assurance sera limitée.

Enrico De Simone, avocat, Progress Lawyers Network, Anvers
www.progresslaw.net

Vous trouvez qu'un sujet doit être abordé. N'hésitez pas à envoyer vos propositions à redaction@solidaire.org

ANVERS

DU 6 JUILLET AU 11 JUILLET

Camp Action Climat - Semaine d'ateliers, de rencontres, de vie écologique, d'action directe et, surtout, une semaine agréable !

Où : à confirmer. Info : www.climate-justice-action.be, info@klimaactiekamp.org

BRUXELLES

JEUDI 9 JUIN À 18H30

Vernissage d'exposition - A l'épreuve de l'objectif : Le Maroc en noir et blanc. Conçue et réalisée par Paul Dahhan et Sylvie Lausberg.

Où : Centre de la Culture Judéo-Marocaine, 19 place Vander Elst.

JUSQU'AU 14 JUIN

Festival de films - International Millenium Festival. Documentaires en lien avec les objectifs du millénaire. Les 9 et 10, débat avec e.a. Ignacio Ramonet.

Info et programme : www.festivalmillenium.org

MARDI 14 JUIN À 19H

Conférence - Colombie. Avec Ramiro Orjuela, avocat du journaliste accusé de terrorisme Joaquín Pérez Beccora. Org. : Ariac-Intal et PLN

Où : Intal, 53, Chée de Haecht (Métro Botanique)

MERCREDI 15 JUIN, 9H

Séminaire - Coopérer avec le Burkina Faso. Information sur la coopération décentralisée entre le Burkina Faso et la Belgique, initiatives non gouvernementales de Wallonie et de Bruxelles.

Où : Maison ACP, Avenue Georges Henri, 451. Info : www.wbi.be

MERCREDI 15 JUIN À 19H30

Rencontre-débat philosophique - La nature humaine et la faute d'Adam. Une civilisation technologiquement avancée est-elle en mesure de survivre à plus ou moins long terme ? Avec Francis Leroy (universitaire et spécialiste en biologie moléculaire). Org. Association Culturelle Joseph Jacquemotte

Où : Salle Espace Marx, rue Rouppie, 4. Prix : 2 euros

LUNDI 27 JUIN DE 9H À 13H

Séminaire « Climat, Travail et Transition Juste » - En quoi le réchauffement de la planète concerne-t-il les travailleurs et représente-t-il un combat pour le monde syndical ? Avec Anabella Rosenberg (Confédération Syndicale Internationale), Tomas Wyns (Climate Action Network), Judith Kirton-Darling (Confédération européenne des syndicats), Wiebe Bekman (Climat et Justice Sociale), Michel Genet (président Coalition Climat). Org. Coalition Climat

Où : Salle Europe, Galerie Agora, CSC Transcom, Rue de Marché aux herbes, 105 (2e étage). Gratuit. Inscription : sofie.sas@coalitionclimat.be

LUNDI 27 JUIN À 19H

Ciclo de cine cubano - La bella del Alhambra. de Enrique Pineda Barnet. Une femme devient

chanteuse célèbre dans La Havane des années 20.
Où : Instituto Cervantes, l'Avenue de Tervuren 64.
Info : www.cubanismo.net

DILBECK

DIMANCHE 26 JUIN À 10H30

Poésie de Wallonie et traduite en néerlandais. Par Koen Stassijns, qui raconte aussi les œuvres de Goethe, Tagore, Neruda et Brecht. Org. Masereelfonds.

Où : Café Den Tat, Kalenbergstraat 9. Prix : 5 €. Info : www.masereelfonds.be

FLÉMALLE

SAMEDI 18 JUIN DE 11H À 16H

Balade et barbecue dans les vignes - Balade à travers les campagnes à la découverte de deux châteaux (château de Chokier et château d'Aigremont). Passage dans le caveau du vignoble, verre servi et explication sur la vinification par le vigneron Monsieur Godin. Durée : 1h30 à 2h. Org. La Braise, MPLP Seraing et la section communale « Pierre Petit ».

Rdv. rue Trokay, 9. PAF balade 2 € ; réservation assiette des vignes 8 €. 0485 060 171 ou 0499 339 158 ; jpw60@skynet.be ou alain-martine@live.be

GEEL

DU 2 AU 9 AOÛT

Fantastic Pio's - Camp d'été des Pionniers, mouvement des enfants du PTB (6 à 16 ans). Info : www.pionniers.be ou 0484 81 13 73. Inscription : envoyer nom, âge, adresse et n° de téléphone par mail à info@pionniers.be ou par la poste à l'adresse VZW Jeugdatelier 't Pionierke, Ravelsbergstraat 15, 2100 Deurne. Le camp dure 7 jours et coûte 110 € pour le premier enfant et 100 € à partir du deuxième enfant.

KASTERLEE

DU 30 JUIN AU 5 JUILLET

Camp pour la paix de Comac - Camp d'été du mouvement de jeunes du PTB. Des rencontres avec des jeunes venus de partout en Belgique, mais aussi des invités internationaux, des débats, ateliers, du sport, lieu de camp, concerts, projections de films et surtout... La fête !

Où : Domaine de Hoge Rielen. Info et inscription : www.chiengetheworld.org. Prix : 70€

LA LOUVIÈRE

JEUDI 9 JUIN À 19H

Conférence-débat - L'histoire du POB, ancêtre du Parti socialiste. Avec Serge Derruette (enseignant à l'Université de Mons et à la Fucam, auteur de La vie en rose - Réalités de l'histoire du Parti socialiste en Belgique). Dans le cadre du cycle « Histoire sociale et ouvrière » co-organisé par le CÉPRé (FGB), le MOC, le Club Achille Chavée, l'ImaCe et La Braise.

Où : Salle La Braise, rue de Bouvy, 65. Info : 0476 91 66 57

LIÈGE

JEUDI 9 JUIN À 19H30

Débat - Nucléaire : stop ou encore ? Orateurs : Biologiste, Thierry Warmoes est fonctionnaire à la société flamande de l'environnement, auteur d'un numéro spécial d'Études marxistes « Ecologie et marxisme ». Walthère Tholet, ancien syndicaliste de Tihange.

Où : Espace Marx, rue Saint Léonard, 104. Info : 04 227 73 50

SAMEDI 11 JUIN À 19H

Soirée de soutien - Bienvenue en Palestine. Avec des participants belges à la mission internationale en Palestine (8 au 16 juillet) et Mario Franssen, intal, porte-parole de la campagne « Palestine Occupée, Dexta impliquée ». Org. La Braise, en collab. avec l'ABP-Liège et Intal. Assiette palestinienne (Falafels, Houmous, Taboulé) : 5 € (3 € enfants).

Où : La Braise Liège, Rue Mathieu Laensberg, 20, Esplanade Saint-Léonard. Réservation : 0486 58 98 53 ou liege@labraise.be

VENDREDI 17 JUIN, 19H30

Conférence-débat - La sécurité est-elle réellement LA priorité des patrons du rail ? Evolution des conditions de travail des cheminots au fil de la libéralisation des chemins de fer. Avec Léopold Scaillet, conducteur de trains à la SNCB et de Jean-Claude Challe (PTB Rail), ancien conducteur de trains et ex-permanent à la CGSP.

Où : Esplanade St-Léonard, rue M. Laensberg, 20. Info : www.liege.labraise.be prix : 1,5 €/2 €

LOUVAIN

SAMEDI 25 JUIN À 14H

La route des millionnaires - Balade à vélo de 25 km avec Tine Van Rompuy. Org. Club de la taxe des millionnaires de Louvain.

RDV : Mantelarenplein, gare de Louvain. Info : http://vlaams-brabant.pvda.be. Inscription : tine.vanrompuy@telenet.be. Prix : 3 euros (assurance et une bière comprise)

LUXEMBOURG

MARDI 21 JUIN À 15H

Euromanifestation « Il faut un autre cap à la gouvernance économique européenne. »

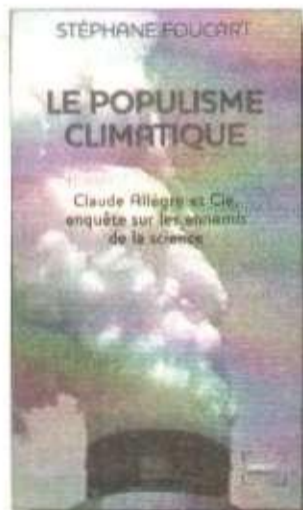
Info : www.etic.org/lb

WATERLOO

DU 20 AU 25 AOÛT

Université marxiste d'été 2011 - Les révolutions qui rassemblent. 6 jours de formation pour les débutants ou les plus avancés. Cours d'un, deux ou trois jours sur l'URSS, l'introduction au marxisme, les révolutions dans le monde arabe, l'enseignement, etc.

Où : Internat de Berlaymont, 10 D drève d'Argenteuil. Prix : Avant le 5 juillet, de 16 à 30 euros par jour selon qu'on loge sur place, en chambre ou en tente... Info et inscriptions : www.marx.be

**Le populisme climatique**

Il n'y a aucune incertitude sérieuse, ni sur le fait que le climat terrestre se réchauffe, ni sur le fait que les activités humaines en sont les principales responsables. Comment le fossé s'est-il creusé en quelques années entre le monde scientifique, qui doute de moins en moins, et le public, qui doute de plus en plus, encouragé par le populisme de certains ? Des chercheurs qui ont bataillé, dans les années 1980, aux côtés des cigarettiers reprennent du service sur le dossier climatique et appliquent les mêmes stratégies que celles jadis mises en œuvre pour minimiser les risques du tabac ou de l'amiante. Dans les coulisses de cette bataille, on trouve péle-mêle l'ignorance, le mensonge et la manipulation. Nombre d'intellectuels, aveuglés par leur naïveté, sont séduits et deviennent à leur tour les porte-parole des climato-sceptiques.

La situation en France est très singulière. Deux éminents savants, Claude Allègre et Vincent Courtillot, en connivence avec d'influents think tanks, mènent croisade contre la science, avec l'appui tacite ou non des institutions.

Stéphane Foucart, *Le Populisme climatique*. Claude Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science, Denoël, 320 p., 19 euros, en vente au PTB shop, 171, bd Lemonnier à Bruxelles.

**Soldes au PTB-shop**

Après 30 ans d'utilisation intensive de ses locaux, la librairie a besoin d'un bon rafraîchissement. Des travaux sont prévus prochainement mois. La mauvaise nouvelle, c'est que la librairie devra fermer ses portes pendant un temps. Mais la bonne nouvelle, c'est qu'elle fait une grande braderie avant la fermeture.

Quand vous entrez, il y a des affichettes et des boules jaunes, bleues et rouges partout : des livres à 20, 30, 40 et même 50 % ! Une bonne quantité de classiques de Marx, Engels, Lénine et compagnie sont à 50 %. Il y a aussi des réductions (jusqu'à 1 ou 5 euros pièce) sur des romans, livres de politique, d'histoire, sur l'enseignement, les médias, le mouvement communiste, le monde arabe, l'Afrique, l'Amérique latine... Malheureusement, la plupart des bandes dessinées sont déjà parties. Vous y trouverez aussi le t-shirt de Comac « Change the world » pour seulement 5 euros. Les soldes durent jusqu'au 30 juin, alors pensez-y lorsque vous venez faire un tour à Bruxelles ou passez dans le coin.

PTB-shop, 171 bd Lemonnier à Bruxelles. Ouvert du mardi au vendredi de 12 h à 18 h et le samedi de 12 h à 17 h. Aussi sur www.ptbshop.be. Téléphone : 02 50 40 112



Écrivez-lui

Lizz Printz
 Solidaire, bd M. Lemonnier 171
 1000 Bruxelles
 • lettres@solidaire.org
 • Vous pouvez aussi donner
 votre avis sur le site Internet:
 www.solidaire.org

TEXTOS

« Le sauvetage de la Grèce est un énorme jeu de pyramide. L'Europe utilise l'argent des impôts pour sauver des créanciers imprudents au lieu de les sanctionner. »

Nouriel Roubini, économiste.

Dalrymple et les sans-abris

Tout n'est pas une question de choix de vie. Je suis assistante sociale et au quotidien, je rencontre des personnes qui dès le début de leur vie n'ont pas les mêmes chances que d'autres: pas de minimum vital (moyens financiers) pas d'accès à l'enseignement, ni aux soins de santé, pas d'entourage social. Leur vie ressemble plus à de la survie et la société pour les aider soit les montre du doigt soit les marginalise encore plus par la dictature administrative et les multiples

perversions économiques et publicitaires.

Messieurs Dalrymple et De Wever se ferment les yeux à la misère. C'est dangereux, car la violence des gens blessés risque de faire des dégâts beaucoup importants que prévus...

Ouvrons les yeux et gardons une humanité solidaire.

Françoise Demanet

OGM et capitalisme

Les pommes de terre sont des OGM au départ des patates rapportées par les conquistadors. L'article condamne un principe du capitalisme: le dépôt des

brevets pour empêcher la concurrence d'améliorer un produit sans en avoir tiré profit assez longtemps. Ce qui rend une découverte hors de portée du commun des mortels. C'est une nouvelle preuve de l'obscurantisme du système, heureusement qu'il n'existe pas d'Inquisition.

Jean-Claude Lejuste, Verviers

Dexia vend sa filiale israélienne

Malheureusement même si le résultat est l'essentiel et j'en suis heureux, ce qui a motivé

la réaction de Dexia c'est plus la demande de la Commission à Dexia de prendre part à la restructuration en cédant dans un délai imparti certains actifs sous peine de voir se fermer la bourse des aides. Pour ma part j'ai déjà transféré mes comptes Dexia vers une autre banque et lorsque je serai sûr que tous les transferts sont pleinement opérationnels je clôture mes comptes.

Michel Ancora, Camières

Droits de l'homme ou droits du profit ?

Les bombardements de leur aviation « humanitaire » en Libye n'ont rien résolu. Au contraire, les victimes civiles sont les plus nombreuses. Le peuple de Libye, à l'instar de la Tunisie et de l'Égypte, a droit à obtenir sa liberté. Mais c'est

au peuple lui-même à choisir, sans intervention des aviations étrangères. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire qu'on utilise une attaque coalisée sous prétexte de sauver des vies humaines en terre étrangère, même dirigée par des dictateurs, ou de sauver des révolutionnaires sous prétexte d'éviter un génocide. En 1789, c'est le peuple français qui a vaincu contre une coalition étrangère opposée à la Révolution. Et maintenant, c'est le président Sarkozy et son gouvernement qui vont défendre la révolte en Libye. En 1870, la Commune de Paris s'est révoltée également contre l'occupation allemande et ce sont des Français qui l'ont combattue ! En Belgique, c'est le peuple belge qui a vaincu l'occupant hollandais (et cela ne se fête plus...). Pendant la

guerre de 40-45, les bombardements de l'aviation contre les villes allemandes n'ont pas décidé de la victoire. Jusqu'à présent, aucun pays n'a succombé à ce genre de traitement. Nous avons été libérés de l'occupation nazie par les armées américaines et anglaises, mais ils n'ont pas remporté la victoire sur l'Allemagne. C'est sur le terrain que les troupes, que les hommes l'ont emporté et c'est l'armée soviétique qui a abattu l'armée nazie et qui a libéré l'Europe. Pour la guerre, il y a toujours de l'argent, mais il n'y en a pas plus pour les retraites, la politique salariale, la dette publique...

Charles Vanbesien, ancien combattant, Laeken

CARNETS DE MAHÉ, CHIENNE DE DIDIER REYNDERS

Privatiser la recette secrète de la Moussaka ?

Je ne sais pas si vous avez lu : mon maître a un nouveau chef de cabinet. Il s'appelle Rudy Volders. Très gentil garçon. Enfin, avec les chiens. Avec les gens, je ne sais pas. Ne me demandez pas du quantième chef de cabinet il s'agit. On ne compte plus. Je vous l'ai déjà dit : mon Didi, en fonction depuis 1999, détient le record de longévité aux Finances de l'après-guerre.

Ce que je peux vous prédire, par contre, c'est où ce charmant Rudy ira lorsqu'il tirera la chasse du cabinet : à la Banque nationale, à la Commission bancaire ou à la direction d'une banque. Comme la plupart de ses prédécesseurs. D'ailleurs je me demande pourquoi on appelle toujours mon maître ministre des Finances et non ministre des Banquiers. Sans doute parce qu'électoralement, c'est une base un peu maigre, les banquiers...

À ce propos, j'ai eu quelques sueurs, l'autre jour. Façon de parler, car vous savez bien qu'un chien ne transpire pas. L'autre jour, donc, à l'issue du conseil des ministres des Finances de l'Union européenne, mon Didi a - je cite son site internet et vous interdisez de rire - donné « une volée de bois vert aux spéculateurs qui attisent les crises ».

Et surtout, évoquant un pays comme la Grèce, il a argumenté : « Laisser partir en faillite une petite banque, c'est toujours envisageable, mais le raisonnement est différent pour les acteurs systémiques, qu'il s'agisse d'une banque ou d'un Etat. »

Qu'il s'a-gisse d'une-banque-ou-d'un-Etat ! Vous voyez où je veux en venir. Vous vous souvenez comment il a fait échapper Fortis à la faillite ? Oui, c'est bien ça ! Mon Didi veut vendre la Grèce à BNP Paribas... On pensait

que le gouvernement grec devrait privatiser quelques-uns de ses actifs. Mais non. C'est tout le pays qui serait privatisé.

L'Acropole ? À BNP Paribas ! La recette secrète de la véritable Moussaka ? À BNP Paribas ! La marque déposée Premier ministre Papandréou* ? À BNP Paribas ! La banque deviendrait même le mac officiel de toutes les péripatéticiennes du monde, vu qu'à l'origine, le terme désigne les disciples du philosophe grec Aristote.

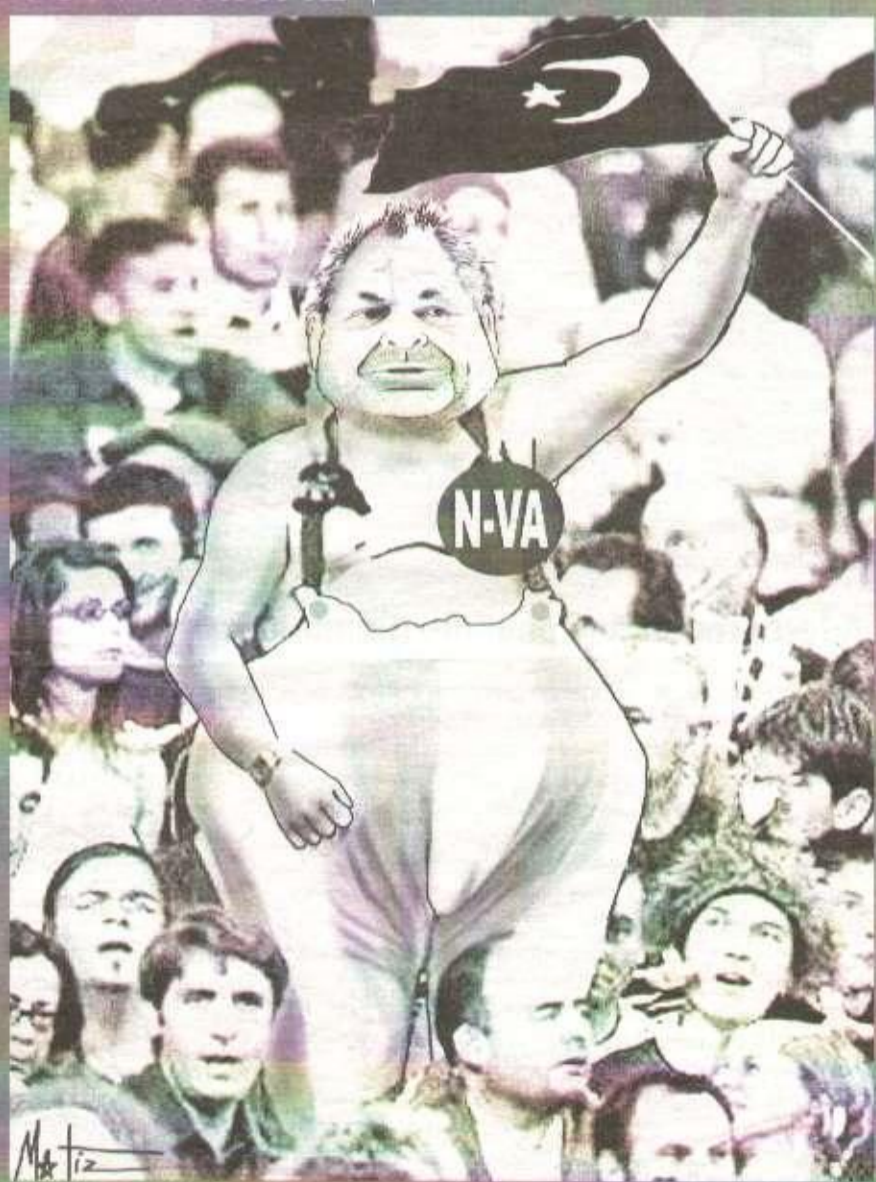
En même temps, c'est peut-être mieux que tous ces Hedge Funds qui spéculent sur la dette grecque. D'ailleurs, cela m'a donné une idée. Vous avez certainement entendu qu'un député accuse mon maître de favoriser ses amis avec l'argent de la Loterie nationale : les sections Jeunes MR, les sections Jeunes FDF et, pire, le Standard de Liège. Ben oui, mon Didi n'est pas que ministre des Banquiers, il est aussi ministre de la Loterie. Et donc je me suis dit : vu ses bons sentiments pour les Grecs, il pourrait utiliser l'argent de la Loterie pour réduire la dette de la Grèce. Comme ça, au lieu d'être torpillée par l'économie casino, elle serait secourue par l'économie Lotto !

Mon Didi veut vendre la Grèce à BNP Paribas... On pensait que le gouvernement grec devrait privatiser quelques-uns de ses actifs. Mais non. C'est tout le pays qui serait privatisé.

■ CARNETS
 RETRANSCRITS
 PAR MARCO
 VAN HEES



VUPARMATIZ



Vic Van Aelst (N-VA) : « Je veux bien être solidaire avec les Turcs, mais plus avec les Wallons »

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Anvers

Drapeaux rouges au vent à l'entrée du cimetière Schoonselhof à Anvers, le jour de l'Ascension. À l'initiative du PTB, une soixantaine de personnes ont souhaité commémorer l'assassinat par l'extrême droite d'Albert Pot et Theofiel Grijp, deux militants antifascistes abattus à la veille de la Seconde Guerre mondiale. (Photo Solidaire, Will Broex)

UN MÉNAGE BELGE SUR TRENTE, MILLIONNAIRE EN DOLLARS.

Il y a 12,5 millions de millionnaires en dollars dans le monde, dont 42 % aux États-Unis. Ils représentent seulement 0,9 % de la population mondiale, mais ils possèdent 39 % de la richesse globale sous gestion. Ils n'ont pas connu la crise, leur richesse progressant de 4,8 % en Europe l'an dernier. En Belgique, 3,1 % des ménages posséderaient l'équivalent de plus de 1 million de dollars (près de 700 000 euros), soit la 9^{ème} plus forte concentration de millionnaires en



dollars au monde. Cette croissance vient des marchés financiers. Pendant que d'autres trinquent... (L'Écho, 3 juin)



ON VOYAGERA EN BUS AVEC UNE CARTE À PUCE DÈS 2013.

Les bus passeront à la carte électronique unique dès 2013. Les trains, en 2015. L'objectif est de simplifier la vie des voyageurs et des conducteurs. Avec une seule et même carte, on pourra emprunter métro, bus, trains, trams... La SNCB associée à la STIB, De Lijn et les TEC ont créé une société commune pour y parvenir. En 2014, sur le réseau TEC, les titres de transport en papier disparaîtront. « Le bénéfice est pour tout le monde, explique Stéphane Thiery, porte-parole des TEC. Avec la télébilletique, nous aurons une vision beaucoup plus fine des déplacements de nos clients. » Avec ou sans respect de la vie privée ? Poser la question... (L'Avenir, 3 juin)



FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES : PEU INTELLIGENT.

Le ministre-président de la Communauté germanophone Karl-Heinz Lambertz (PS) a jugé que la dénomination de Fédération Wallonie-Bruxelles ne constituait pas « la plus intelligente des tactiques » francophones pour faire de Bruxelles une « région à part entière ». Ça donne le sentiment que « l'on joue à deux contre un », il se dit pour une collaboration entre Bruxelles et la Wallonie, comme entre Bruxelles et la Flandre. S'il veut une Belgique à quatre entités fédérées, il veut que chacun soit partenaire de l'autre et non ennemi. Enfin quelqu'un qui ne joue pas dans le bac à sable. (Le Vif, 1^{er} juin)

LA VÉRITÉ. La première chose à succomber dans une guerre est la vérité. Mais une crise économique est une tout aussi bonne raison pour sortir des absurdités sur le monde. Vous rappelez-vous que, récemment, la chancelière allemande Angela Merkel avait dit que nous ne pouvions avoir de monnaie unique tant que certains auraient beaucoup de congés et d'autres vraiment peu ? « En moyenne, un Allemand travaille 1 390 heures par an », déclarait l'économiste français Arthus. Les Grecs travaillent en moyenne 729 heures de plus. Même les Italiens et les Portugais font beaucoup plus d'heures que les Allemands. (Metro, 6 juin)



LE SYSTÈME MOBIB DE LA STIB PIRATÉ.

Un hacker affirme, dans une vidéo postée le mercredi 1^{er} juin sur Youtube, avoir réussi à pirater le système MoBIB de la STIB. Il serait parvenu à s'introduire dans le système RFID de la carte de transport. Dans la vidéo, il parvient alors à décoder les données de la carte et à en modifier la teneur, afin de prolonger la période de validité de sa MoBIB. Le hacker menace la STIB de rendre l'accès au réseau « gratuit pour tous » si la société de transports bruxellois ne change pas de méthode pour mieux assurer la vie privée de ses usagers. Nos données sont-elles vraiment anonymes ? (DHnet, 3 juin)

THERE IS NO ALTERNATIVE.

Luc Bertrand, le patron d'AvH, est l'un des plus anciens PDG de Belgique. Mais... dans *De Morgen*, il exprime sa compréhension pour les revendications salariales des syndicats, il s'exprime contre les intérêts notionnels, il met en garde contre la suppression de la classe moyenne telle qu'elle a eu lieu aux États-Unis et, last but not least, il y va d'une belle leçon de philosophie sur le monde : « On oublie que le capitalisme a une force destructrice. Il faut d'abord tout détruire avant de redémarrer. » Toutefois, il ne voit aucune raison de douter du système : « Je n'en connais pas d'autre. » Nous si... (De Morgen, 4 juin)

BIEN JOUÉ

Adecco condamné pour discrimination

Le 31 mai dernier, le tribunal de première instance de Bruxelles a condamné le bureau d'intérim Adecco pour pratiques de discrimination à l'embauche envers les demandeurs d'emploi d'origine étrangère. En 2001, une enquête pénale révélait qu'Adecco appliquait des listes « apartheid » pour séparer les Belges d'origine étrangère des autres. Des emplois étaient encodés sous l'abréviation BBB (Blanc Bleu Belge), une abréviation utilisée dans l'industrie du bétail pour désigner une race bovine belge « pure ». Cela permettait à Adecco de distinguer quelles étaient les entreprises qui ne souhaitaient pas embaucher d'intérimaires d'origine étrangère. C'est pourquoi la FGTB et SOS Racisme ont traduit Adecco devant le tribunal.

Ce jugement est une petite victoire importante dans la lutte contre le racisme structurel. Mais la lutte continue. Un cadre légal pour les tests pratiques antidiscrimination est nécessaire, c'est l'unique manière de lutter efficacement contre le racisme.

Pour la FGTB, « avec ce jugement, les agences d'intérim ne pourront plus nier l'existence de pratiques racistes dans leur secteur. On va enfin pouvoir lancer le débat sur le rôle des entreprises racistes à l'origine de ces pratiques discriminatoires ». (www.kifkif.be)



CARTON ROUGE

Inquisition à Louvain



Le vendredi 3 juin, la KUL annonçait le licenciement de sa collaboratrice Barbara Van Dyck. Pourvol ? Violence ? Rien de tout cela. Le dimanche 29 mai, Van Dyck avait participé à l'action contre le champ expérimental d'OGM à Wetteren, dont nous vous parlions dans le précédent numéro de Solidaire. Bien sûr, on peut discuter de la tactique de cette action. Mais de là à licencier ? Diable, la liberté académique et la

liberté d'expression, ça existe, non ? « En licenciant un collaborateur pour l'expression de sa sympathie à l'égard d'une action, la KUL s'inscrit dans un nouveau climat de criminalisation du militantisme et même de criminalisation des sympathies envers le militantisme », déclare le professeur Éric Corijn dans une lettre ouverte. « Ce qui lui est reproché, c'est sa sympathie et sa solidarité déclarées envers les militants de la Field Liberation Activisten, mais pas ses actes. » Signez la pétition sur www.thepetitionsite.com/4/petitie-tegen-ontslag-barbara-van-dyck ou sur <http://threerottenpotatoes.wordpress.com>